

• mars 1996 • n° 400 •

IMPRECOR

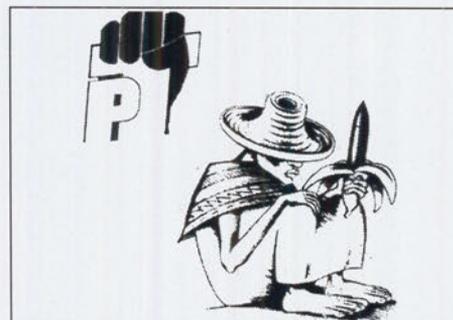
*Brésil :
Où va le PT ?*

*Allemagne :
4^e congrès du PDS*

*Philippines, Afrique du Sud, Mexique, Palestine :
Femmes en mouvement*

SOMMAIRE

BOSNIE-HERZEGOVINE Sous Pax-americana Résolution du CEI	3
TURQUIE L'extrême gauche crée un nouveau parti : l'ÖDP Masis Kürkçügil Le Parti de l'amour et de la révolution Entretien avec Ufuk Uras	7
LES NÔTRES Michel Pablo est mort Livio Maïtan Garder le meilleur souvenir Tassos Anastasiadis	23
APPEL MONDIAL BM, FMI, OMC : ça suffit !	25
ALLEMAGNE 4 ^e congrès du PDS Entretien avec Angela Klein Anatomie du « pacte » à l'allemande Mannuel Kellner	26
BRESIL Où va le PT ? Entretien avec Joaõ Machado	30
MEXIQUE Première déclaration de la Realidad Document	33
LIVRES DU MOIS	35
NOUVELLES DU MONDE Allemagne — Etats-Unis	36



Dossier: Femmes en mouvement

Introduction Penny Duggan	11
Philippines : Le parti préparait tout pour nous Entretien	12
Mexique : Femmes et zapatisme Entretien	15
Afrique du Sud : Femmes et gouvernement local Jenny Robinson	18
Palestine : 5 femmes au conseil Eileen Kuttab	21
Brésil : Du pain sur la planche Entretien	22



Bosnie-Herzégovine

Sous Pax-americana

Nous publions ci-dessous la résolution adoptée par le comité exécutif international de la Quatrième internationale en février 1996.

Un cessez-le-feu - sur des bases réactionnaires et contradictoires

Mais un cessez-le-feu dont il faut s'emparer pour élargir les marges de résistances aux politiques réactionnaires

I - UN CESSEZ LE FEU SUR DES BASES RÉACTIONNAIRES ET CONTRADICTOIRES

1 - Sur le plan international : Une Pax Americana et le redéploiement de l'OTAN

Les accords de Dayton-Paris entérinent le double échec de l'ONU et de l'Union européenne dans la « gestion » de la première grande crise de « l'après communisme » : c'est l'OTAN, au travers de l'IFOR (Implementation Force) qui prend le relais d'une FORPRONU largement déconsidérée. Et c'est ce faisant le leadership américain qui s'impose spectaculairement — en dépit d'un partage des aires d'opérations sur le terrain entre les trois commandements, américain, britannique et français. Bien que le plan américain signé à Paris reprenne la philosophie de base des négociateurs européens — un découpage de la Bosnie sur des bases ethniques —, il s'appuie sur un rééquilibrage des rapports de forces politico-militaires sur le terrain. La consolidation de l'armée croate assurant ses offensives depuis l'été 1995 contre les sécessionnistes serbes et en Bosnie, d'une part, celle de Milosevic au détriment des dirigeants bosno-serbes de Pale, d'autre part, enfin la dépendance du gouvernement de Sarajevo à l'égard de ses « alliés » croates et américains ont été les pré-conditions de ces accords. Il ne s'agit nullement d'un engagement des États-Unis dans une guerre en défense de la « cause bosniaque » mais d'une « realpolitik » visant à « contenir » la guerre.

En effet, il ne s'agit toujours pas pour Clinton impliquer les États-Unis dans une guerre en Bosnie — car l'impérialisme américain n'y a pas d'intérêts directs suffisant à défendre pour risquer d'y perdre des boys et s'engager devant son opinion publique. Si pendant tout un temps, cela a justifié une extériorité des États-Unis par rapport à la crise yougoslave puis bosniaque, cela s'est traduit dans un deuxième temps par une dénonciation « morale » des négociateurs européens entérinant les nettoyages ethniques et par le projet de levée de l'embargo sur les armes en faveur de l'armée bosniaque — une façon de se faire bien voir du

côté du monde musulman et d'une partie de l'opinion révisée par les images de la guerre, sans s'impliquer dans celle-ci. Mais, alors que l'opposition républicaine reprenait à son compte le projet de levée de l'embargo sur les armes en faveur des forces bosniaques, la crise interne aux États-Unis et les enjeux internationaux — rapports avec la Russie, pressions européennes contre l'isolationnisme américain — ont poussé Clinton vers une autre politique accentuée au cours de l'été 1995. Désormais, l'enjeu pour Clinton était d'obtenir à tout prix et rapidement un succès diplomatique consolidant son pouvoir intérieur et le leadership international des États-Unis via le redéploiement de l'OTAN. Il reste confronté à une majorité républicaine qui ne soutient la présence de troupes américaines en Bosnie qu'en fonction de la crédibilité des accords de « paix » et il demeure soumis à une opinion publique volatile, fière « du rôle international des États-Unis » s'il apporte la paix, mais marquée par le syndrome somalien.

Les accords prévoient une levée progressive de l'embargo sur les armes : l'objectif des États-Unis est de se donner les moyens d'un retrait de leurs troupes d'ici environ un an. Après (et face à) la consolidation de l'armée croate, il est question d'une aide à l'armée bosniaque, dans le but d'un certain équilibre des forces armées sur le terrain. Les désaccords restent importants sur ce plan avec les « partenaires » européens — et russe. Derrière la mise en place de l'IFOR, les conflits d'influence et les résistances à l'hégémonisme américain continueront à se manifester — notamment dans la volonté d'affirmer un pôle européen qui a autant de mal à unifier sa politique extérieure que sa monnaie.

En attendant, l'application des accords s'appuie sur un déploiement massif de l'OTAN légitimée dans son nouveau rôle de « force de pacification », sous commandement direct américain — tout en entamant un processus de redéfinition des rapports de « partenariat » avec la Russie et les pays de l'Europe de l'Est et d'articulation avec l'ébauche de forces armées européennes. La réintégration de la France dans les institutions de l'OTAN se fait dans cette optique — sans aucun débat public.

Il revient à la gauche internationale de dénoncer les nouvelles formes que prennent les diktats américains et le redéploiement du militarisme et de l'OTAN — alors qu'a été démantelé le Pacte de Varsovie. Le bilan de faillite de l'ONU — qui doit être tiré — se traduit par une nouvelle concentration de pouvoirs impérialistes. Ils marquent les conditions

★ BOSNIE-HERZEGOVINE

d'ensemble réactionnaires de conclusion des accords de Dayton — et donc la fragilité de la paix. Cette dénonciation générale doit s'accompagner de vigilance et transparence sur les effets d'une présence impérialiste durable et massive sur le terrain — susceptible de se traduire par une campagne pour le retrait de ces troupes. Pourtant il faut aussi s'emparer d'un tel accord de cessez-le-feu et des dynamiques contradictoires qu'il exprime pour élargir les marges de résistance aux politiques réactionnaires dominantes.

2 Sur le plan intérieur

2.1 - Des alliances réactionnaires

L'accord se conclut sans qu'il y ait eu défaite des politiques nationalistes exclusives. Au contraire, le plan s'appuie sur un « équilibre » de pouvoirs et d'alliances réactionnaires :

- ▶ une alliance croato-musulmane anti-serbe ;
- ▶ une alliance serbo-croate anti-musulmane ;
- ▶ la consolidation d'une politique et d'une armée grand'croate ;
- ▶ l'affirmation d'un pouvoir fort de Milosevic au détriment de ses anciens alliés d'extrême-droite et sur le dos de populations qui ont cru à la Grande Serbie ;
- ▶ un gouvernement bosniaque dépendant des États-Unis et de l'OTAN pour maintenir les frontières de la Bosnie-Herzégovine.

Le double langage et la double politique de Tudjman (reconnaissance de la Bosnie et alliance serbo-croate pour son dépeçage) depuis le début de la guerre ont permis cette configuration particulière dont il est le grand bénéficiaire. Le mépris profond envers ses pseudo-alliés Musulmans (que Tudjman dit vouloir « civiliser ») est le produit d'un nationalisme étroit, notoirement antisémite et anti-serbe. Il est conflictuel en Croatie même avec un pluralisme culturel et politique et notamment avec tous les régionalismes dalmates et istriens. Le renforcement de son armée soutenu notamment par l'Allemagne et les États-Unis a été l'élément pivot du nouveau rapport de forces. Le Ministre de la défense, Gojko Susak — un « herzégovinien », émigré incarnant l'aile d'extrême-droite du parti de Tudjman (HDZ) — est directement responsable du dépeçage ethnique de la Bosnie depuis 1992 et de l'offensive militaire de « nettoyage ethnique » de la Krajina contrôlée par les sécessionnistes serbes, cet été. L'absence de dénonciation de cette politique a donné à Tudjman toutes les audaces : celle de supprimer les mesures constitutionnelles favorables aux Serbes introduites en 1991 sous pression internationale ; celle d'assurer un vote et une représentation aux Croates vivant hors de Croatie ; celle enfin de promouvoir dans l'armée de Zagreb Tihomir Blaskic, (chef des milices du HVO croate qui ont « nettoyé ethniquement » l'Herceg-Bosna et détruit la partie musulmane de Mostar) juste après qu'il ait été accusé de crimes de guerre avec cinq autres comparses par le Tribunal de la Haye... Dès lors, loin d'avoir été une alliance « antifasciste », l'alliance croato-bosniaque a été principalement militaire et anti-serbe, fragilisant la Fédération et renforçant le nationalisme populaire serbe et ses peurs.

Milosevic, sort lui aussi gagnant d'une guerre qu'il a encouragée pour consolider son pouvoir et arrêtée pour les mêmes raisons. Après avoir bénéficié des sanctions (qui ont été perçues comme responsables du désastre économique), il bénéficiera de leur levée. Désireux de trouver une reconnaissance politique internationale et une place essentielle dans les jeux diplomatiques balkaniques, il va aussi infléchir sa politique économique jusqu'alors hostile aux recettes libérales — ce qui ne manquera pas d'accentuer les polarisations sociales, comme dans toutes les sociétés soumises au processus de restauration capitaliste. Mais Milosevic va se confronter aussi à la difficulté de contrôler ses anciens alliés d'extrême-droite — tant sur le « règlement » de la question serbe en Croatie et en Bosnie-Herzégovine, que sur la question en suspens du Kosovo qui ne manquera pas de resurgir. Milosevic trouve pour l'instant sa base sociale dans les populations de Serbie même, lassées de la guerre et peu motivées par la poursuite des objectifs de Grande Serbie — mais cette base risque de s'éroder dès que les questions socio-économiques reprendront le dessus, dissociées des sanctions. Karadzic et Mladic jouent, quant à eux, leurs pouvoirs, leurs privilèges, et peut-être leur peau. Ils trouveront une base populaire dans la grande misère des réfugiés serbes perdants de la politique de Grande Serbie en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Leur mise à l'écart implique des dirigeants alternatifs et investis d'une confiance suffisante auprès des populations concernées : Milosevic n'a qu'un pouvoir limité pour résoudre cette question majeure-là. Et la stabilisation réelle dépend aussi des orientations politiques capables ou pas de rétablir la confiance.

Les aspects contradictoires du plan, la menace grand croate, la reconnaissance d'une Republika Srpska en dépit de l'affaiblissement relatif du pouvoir de Karadzic, vont accentuer les polarisations politiques et ethnico-nationales dans la Fédération croato-musulmane et dans le parti du président Izetbegovic.

Globalement, les nationalistes extrémistes de tous bords jouent, désormais, sur la dynamique « naturelle » des « nettoyages ethniques » dont le but était la construction de territoires homogènes : la violence a eu pour fonction de propager la haine et la peur, donc de s'assurer de situations de non retour et de départs « spontanés ». Les anciennes cohabitations et relations de voisinage entre communautés ont été détruites par de massifs déplacements de populations qui modifient la composition ethnique et le climat politique des villes : il en est largement ainsi des quartiers dits « serbes » de Sarajevo dont les habitants sont souvent eux-mêmes des déracinés occupant des appartements qui ne sont pas les leurs ; mais les Sarajeviens se plaignent en général depuis le début de la guerre de la venue massive de Musulmans du Sandjak (région rurale entre le Monténégro et la Serbie) qui ont en partie changé le climat de la ville ; la tradition multiculturelle et le climat politique de Tuzla sont de plus en plus menacés par les réfugiés venus des campagnes, de même que les réfugiés serbes sont une masse de pression pour faire fuir Croates et Hongrois de Voïvodine. Seule la province massivement albanaise du Kosovo, bien que soumise au contrôle des pouvoirs serbes, semble avoir résisté à leur objectif de « serbisation » — par le refus des réfugiés serbes de venir y vivre.

2.2 - Des signatures et lectures contradictoires de l'accord :

- ▶ Il y a l'affirmation de la souveraineté bosniaque, d'un côté — mais tout ce qui va dans ce sens-là est pour l'instant inexistant : il n'y a ni monnaie commune (sauf le Mark reconnu comme monnaie officielle sur tout le territoire), ni armée unifiée, ni politique extérieure commune ;



► au contraire, la division du pays sur des bases ethniques est consolidée par des points importants de l'accord : la reconnaissance de la Republika Srpska, les rapports aux États voisins qui sont davantage du ressort des « entités » séparées que de l'État unifié, les questions conflictuelles de « corridors » (celui de la Posavina au nord qui relie les deux blocs « serbes » entre eux ; celui qui doit relier Gorazde à Sarajevo) : quels sens ont ces débats dans un pays réunifié ?

Pourtant, la réalité multi-ethnique de la Fédération (plus de 150 000 Serbes y vivent) en ont fait le terrain de résistance anti-nationaliste — avec notamment les « conseils civiques » serbes qui s'opposent à la fois à la politique de Grande Serbie et au traitement discriminatoire des Serbes dans la Fédération. En dépit des tendances autoritaires du SDA (parti d'Izetbegovic), similaires à celles des autres partis nationalistes, il demeure également une dynamique totalement différente des projets nationalistes grand serbe et grand croate et de la « question musulmane » bosniaque. Tuzla et Sarajevo — à « dominante musulmane », restent des lieux de rencontres internationales, pluralistes et multiethniques, pour l'instant inimaginables dans l'Herceg-Bosna croate et Mostar où règne un terrible apartheid — ou dans la Republika Srpska. Les conflits Milosevic/Karadzic permettront l'élargissement de premiers liens avec une fragile opposition serbe dans la république de Karadzic et indiquent une autre dynamique possible.

Toutes les organisations non nationalistes de la Fédération se sont regroupées en septembre autour d'une déclaration commune : « principes pour l'établissement d'une paix durable en Bosnie-Herzégovine ». Elle définit les conditions d'un État « laïque, multiculturel, multiconfessionnel et multiethnique » doté d'unités fédérales décentralisées sans composantes « mononationales ».

Le renforcement de l'alliance des forces anti-nationalistes de Bosnie-Herzégovine, Croatie et Serbie peut seul infléchir positivement les accords, au moins dans le sens d'une défense du pluralisme politique, du droit des minorités — et donc du droit au retour des réfugiés.

II) ELARGIR LES MARGES DE RÉSTANCES AUX POLITIQUES RÉACTIONNAIRES

1) *En s'emparant des aspects contradictoires des accords*

Il est possible de le faire avec une double tâche : rendre transparentes les modalités d'application des accords, d'une part (avec une logique de dénonciation des intérêts impérialistes et des politiques réactionnaires des pouvoirs en place) ; et d'autre part élargir les possibilités d'expression et d'organisation pluraliste — pré-condition à l'émergence de politiques progressistes alternatives.

1.1 L'organisation d'élections est prévue à très court terme — 6 à 9 mois. Il s'agit d'un délai qui est davantage marqué par des préoccupations de politique intérieure américaine que par la volonté de se donner les moyens d'inverser la logique créée par la guerre. S'il n'y a pas circulation des gens et de projets alternatifs sur tout le territoire, de telles élections ne feront qu'entériner les peurs et le revanchisme, favorables aux partis nationalistes les plus extrémistes, au lieu d'être un facteur de cohésion. Le soutien au déploiement de médias pluralistes et indépendant des pouvoirs, s'exprimant sur tout le territoire, la circulation des projets constitutionnels alternatifs sont des enjeux majeurs. Il faut sur ce plan se tenir prêt à soutenir toute demande émanant des oppositions démocratiques, pour un report des élections, tant que ces pré-conditions ne sont pas réalisées — alors que les accords de Dayton sont censés les garantir.

Il faudra s'emparer de tous les cas où se révélera le rôle de l'IFOR — imposer le partage ethnique du pays et non pas aider à sa réunification —, pour développer une campagne pour le retrait de ces troupes

1.2 L'aide à la reconstruction des tissus et liens socio-économiques.

★ BOSNIE-HERZEGOVINE

La paix exige aussi un plan de reconstruction qui pousse à l'association, à la solidarité des communautés (à l'échelle balkanique) — et non pas une aide conditionnée à des privatisations encore plus destructrices des tissus socio-économiques que la guerre elle-même... quand elles n'incitent pas à se faire la guerre. Les liens d'ores et déjà établis dans le cadre de jumelages entre communes, les actions en direction du Parlement européen et des divers gouvernements peuvent s'élargir avec des campagnes pour une « discrimination positive » dans l'attribution de l'aide : qu'elle se fasse en faveur de projets gérés en commun par les différentes « entités », qu'elle soutienne les communes qui organisent pratiquement le retour des réfugiés. Il faudra déployer aussi vigilance et transparence envers les orientations préconisées par le FMI — qui a droit de nommer le gouverneur de la Banque centrale de Bosnie-Herzégovine, selon les accords...

1.3 La question du droit au retour des réfugiés : elle ne peut être traitée de façon crédible que globalement (à l'échelle notamment de l'ensemble de l'ex-Yougoslavie) et systématiquement — avec des garanties collectives. C'est dire qu'elle est pour l'instant totalement formelle : exprimée comme droit individuel dans le climat actuel, elle est évidemment de la poudre aux yeux. Et la domination de pouvoirs réactionnaires dans les États concernés — qui ont un intérêt convergent à gérer la question des réfugiés dans le sens de la consolidation « ethnique » de leur État — rend largement utopique l'espoir d'un « choix » de retour. Pourtant cette préférence au retour s'exprime encore massivement — d'autant que les réfugiés ne se sentent à l'aise et bienvenus nulle part : ils sont des « immigrants », ou des cousins pauvres et mal aimés même dans leur communauté ethnico-nationale. Le droit au retour demeure un axe de résistance essentiel car il est organiquement lié aux droits des communautés minoritaires dans chaque État — ou entité territoriale — et conditionné en pratique à la mise à l'écart des dirigeants nationalistes extrémistes et de leurs bandes armées. Dans ce cadre, nous devons dénoncer toute politique des gouvernements qui chercherait à paralyser l'activité du Tribunal de la Haye contre les criminels de guerre.

La défense du droit au retour des réfugiés doit s'accompagner d'une vigilance contre tout retour forcé et contre tout traitement discriminatoire et indigne, où qu'ils se trouvent : en particulier, les gouvernements de l'Union européenne vont s'emparer des accords de Dayton — dits de paix — et des perspectives d'organiser la participation des réfugiés aux futures élections pour expulser les réfugiés (puisque'il y a la paix...). L'axe doit être sur ce plan le contrôle des conditions d'application d'un droit au retour — ou d'un droit à l'indemnisation et à une vie décente — dans le cadre d'un choix qui incombe aux intéressés. Il existe et il peut se multiplier des associations de type « SOS réfugiés », dans et hors la Bosnie, qui recensent les demandes des réfugiés et les informent de leurs droits. Cette activité peut se combiner aux précédentes — organisation des élections qui permette aux réfugiés de reprendre contact avec leur commune d'origine et gestion de l'aide. Il faut donc développer une logique de contrôle interne/externe de l'application des accords sur ces quatre plans — élections, fonctionnement du Tribunal international, aide à la reconstruction du pays, droits des réfugiés — avec les organisations luttant pour une Bosnie-Herzégovine multiculturelle

et multiethnique. Des liens intersyndicaux, ceux entre organismes de défense des droits individuels et collectifs peuvent constituer la base d'organismes ad hoc de contrôle « par en bas » des accords noués au sommet — dans une logique de dénonciation des politiques impérialistes. Le contrôle et la publicité faite, dans chaque pays impliqué dans l'IFOR, sur le comportement de ses troupes, fait partie d'une telle logique. Parce que Tuzla reste le lieu privilégié de rencontres internationales soutenant la résistance aux politiques réactionnaires, International Workers Aid pourrait trouver toute sa place dans ce nouveau contexte, en redéfinissant ses modalités d'intervention.

2 - Au-delà des accords de Dayton : les accords de cessez-le-feu ne signifient pas la paix.

▮ Les questions nationales imbriquées des Balkans restent entières — notamment au Kosovo et en Macédoine ; il ne peut y avoir de paix sans traitement systématique et égalitaire de toutes les questions nationales à l'échelle et dans un cadre balkanique, s'opposant à la construction d'États-nations sur des bases exclusives. Cela implique, en Bosnie-Herzégovine comme dans tout l'espace balkanique, la reconnaissance de toutes les identités nationales, la défense des droits collectifs de toutes les communautés — sous des formes diverses qui excluent les nettoyages ethniques — dans le cadre d'États basés sur la citoyenneté et le respect de tous les droits démocratiques.

▮ Les choix socio-économiques et les enjeux majeurs d'une démocratie qui respecte les droits individuels et collectifs vont reprendre le devant de la scène. La paix ne se construira pas sur la base d'une course aux privatisations, du creusement des écarts entre régions et de la pauvreté. Dans ce contexte, nous devons notamment multiplier les liens intersyndicaux internationaux, noués dans le cadre d'actions de solidarité soit contre la guerre et les politiques de nettoyages ethniques, soit en défense des droits des travailleurs et en résistance aux politiques de privatisation.

Ce sont là des enjeux européens, ceux d'une autre Europe des peuples et des travailleurs.



Turquie

L'extrême gauche crée un nouveau parti : l'ÖDP

Le processus de recomposition de l'extrême gauche turque a débouché sur la fondation d'un nouveau parti, le Parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP), produit de la fusion du Parti de l'unité socialiste (BSP, issu lui-même d'un regroupement de différents groupes d'extrême gauche, dont nos camarades de Yeniyol) et de l'Initiative commune pour former l'avenir (GBKP), qui est également un regroupement réunissant les anciens de Dev-Yol (Voie révolutionnaire, légendaire organisation des années 70) et d'autres groupes de gauche. Des intellectuels marxistes indépendants, ainsi que des cercles féministes écologistes, jeunes, universitaires et pacifistes ont rejoints cette nouvelle organisation, dans laquelle se retrouvent trois générations de militants de la gauche radicale, éparpillés jusqu'alors dans des courants rivaux. L'ÖDP se définit comme le parti de toutes les forces d'opposition sociale au régime existant. Plus de 15 000 personnes ont assisté à Ankara, le 22 janvier 1996, à la soirée de fondation du parti, qui rassemble d'ores et déjà plus de 10 000 militants et qui compte doubler ses effectifs d'ici son 1^{er} congrès prévu pour le mois de juillet 1996. Compte tenu des traditions très sectaires de la gauche révolutionnaire turque, cette convergence dans un projet et un cadre organisationnel commun d'une très grande partie des groupes militants rescapés de la dictature militaire de 1980, constitue un événement sans précédent. Nos camarades de Yeniyol, la section turque de la Quatrième internationale, participent activement, à tous les niveaux, à la construction de l'ÖDP. Yeniyol était déjà partie prenante du premier regroupement de l'extrême gauche au sein du BSP, dont plusieurs de nos camarades avaient été élus aux instances dirigeantes, locales et nationales. Notre camarade Masis Kürkçügil, l'un des fondateurs et principal dirigeant de Yeniyol, avait été élu vice-président du BSP et avait occupé durant ces derniers mois la fonction de coordonnateur général de cette organisation. A la suite de la fusion du BSP avec le GBKP, il a été élu au Comité central (24 membres) et nommé responsable des relations internationales du nouveau parti, l'ÖDP, alors que notre camarade Özlem O, a été élue à sa direction élargie (le parlement du parti, composé de 100 membres).

Par Masis Kürkçügil

Istanbul, le 5 février 1996.



AU MOMENT DE SA FONDATION, il y a deux ans, le BSP s'était défini comme un projet inachevée de fusion des forces marxistes et socialistes et avait souligné que d'autres étapes devaient encore être franchies pour réaliser une véritable union de l'ensemble des forces militantes socialistes. Ce dont il était déjà question, c'était la perspective de rapprochement avec les camarades du GBKP. Il faut aussi savoir que le BSP n'a pas été en mesure de rassembler (ou de mobiliser) suffisamment de forces pour réaliser à lui tout seul son projet de créer un parti socialiste de masse. De même, le GBKP n'a pas non plus été en mesure de réaliser son propre projet. Ayant aussi rassemblé certains secteurs qui se sont détachés de la social-démocratie après les élections municipales de 1994, il avait refusé jusqu'à maintenant de se doter d'une définition programmatique socialiste aussi nette que celle du BSP. Tout en voulant réunir tous les secteurs qui luttent pour une démocratie au service des « forces du travail », le GBKP a toujours évité de se définir comme un parti de classe et a préféré un projet manquant de netteté se limitant à un programme d'action.

Malgré tout, ces deux regroupements avaient toujours été considérés comme deux organisations semblables de la gauche socialistes. Dès lors, le maintien de deux cadres organisationnels distincts pouvait difficilement se justifier. Ni le BSP ni le GBKP ne pouvaient rendre crédible leurs propres projets. La fusion des deux organisations est donc surtout un mariage de raison, sans pour autant qu'un projet commun clair et net ait été réellement établi. On peut dire que l'on s'oriente vers un nouveau projet, qui n'est pas encore achevé et qui serait une sorte de synthèse des deux. Pour le moment, chacun met évi-

★ TURQUIE

demment l'accent sur le sien, mais au fur et à mesure que le nouveau parti développera sa propre activité et sa propre réflexion commune, les choses vont s'éclaircir. On peut certes considérer qu'un parti hétéroclite rassemblant à la fois différentes forces socialistes qui restent fermement attachées à leur ancienne identité de groupe et des gens qui ne se définissent pas comme socialistes, aboutissant sur cette recombinaison du mouvement socialiste, n'a pas beaucoup de sens. En revanche, toute tentative d'organisation qui ne prendrait pas la forme d'un parti unifié, n'aurait pas non plus beaucoup de sens pour les travailleurs et serait condamnée à rester marginale par rapport aux enjeux de la lutte sociale et politique. Dans ces conditions, la seule solution c'était d'avancer vers un parti commun ayant un programme d'action qui définira une identité commune en fonction de ces actions et des débats qu'elles susciteront. Ajoutons aussi que, quoi qu'en disent certains fondateurs et participants, l'ÖDP est bel et bien perçu, dans la presse comme dans l'opinion, comme un parti socialiste unifié.

MAIS IL N'A PAS ÉTÉ FACILE D'ABOUTIR à ce résultat et le processus est passé par plusieurs étapes difficiles. En 1995, le GBKP a organisé une série de discussions politiques auxquelles nous étions conviés, non pas en tant que BSP, mais à titre individuel. A partir de l'été, nous avons formé une commission de contact informel entre les deux partis. En septembre, nous leur avons proposé d'organiser en commun notre fête de la paix (centrée essentiellement sur la question kurde), proposition qui a été acceptée et mise en œuvre avec succès à Istanbul et dans d'autres villes du pays. Entre temps, lors de notre congrès de juin 1995, nous avons adopté une résolution très claire en faveur de l'unité avec le GBKP. Au mois d'octobre, nous avons réalisé une série de réunions communes avec 200 cadres des deux partis. La première portait sur la situation politique en Turquie et dans le monde, la deuxième sur le modèle de parti et la façon de faire de la politique. En fait, tant qu'on se contentait d'élaborer ce qu'il fallait faire, on constatait qu'il n'y avait aucune divergence, en revanche, dès qu'on tentait de définir cela par des formules et de mots, le flou le plus total s'installait. Finalement, il a été décidé de poursuivre par des déclarations de représentants des deux groupes. Il ne restait plus qu'à régler des questions formelles.

Pour nous, la fusion était une réalité incontournable, à tel point que lorsque le HADEP (parti nationaliste kurde successeur du DEP) nous a proposé une alliance électorale pour les législatives de décembre, nous avons retardé notre réponse pour consulter au préalable nos camarades du GBKP. Il n'y a pas eu malheureusement d'accord central sur cette question, mais certains secteurs ou branches locales du GBKP ont néanmoins participé à notre campagne électorale. Le 26 novembre 1995, nous avons de nouveau organisé une assemblée commune et publique à laquelle ont participé plus de 1 500 militants des deux groupes. Tout le monde s'était prononcé en faveur de l'unité et il n'y avait plus aucune possibilité de faire marche arrière. En fait, la fusion s'est réalisée dans les faits, sous la pression de la base, avant tout accord formel au sommet.

La formation de l'ÖDP s'est concrétisée par une fête à Ankara, à laquelle ont participé 15 000 personnes, avec un très fort écho dans les médias bourgeois, qui ont salué sa formation avec un brin de condescendance, séduits par son nom

d'adoption : le « Parti de l'amour et de la révolution ». Il faut souligner que l'ÖDP accueille une participation (surtout de jeunes) qui va bien au-delà du total des forces numériques des BSP et GBKP : le parti a déjà 10 000 membres, alors que le BSP n'en comptait que 3 000 (et le GBKP un peu plus). Il semblerait qu'il va atteindre les 20 000 membres d'ici son premier congrès, dans six mois. Mais une progression numérique si rapide n'est pas exempte de risques pour l'identité socialiste du parti. En effet, nous ne sommes pas dans une période de montée des luttes et la construction de l'ÖDP se fait plutôt à contre-courant par rapport à ses objectifs politiques.

LORS DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES, les fascistes et les intégristes ont obtenu plus d'un tiers des voix. En revanche, ceux qui ont voté pour le HADEP ne représentent que 4,2 % et la gauche radicale ne rassemble qu'une très faible partie de cet électorat protestataire. Par ailleurs, depuis la dictature militaire, la société a été secouée par de profondes lames de fond, le glissement à droite est très net. Après 4 années de gouvernement de collaboration entre la social-démocratie et la droite au sein du gouvernement DYP/CHP, les illusions se sont envolées, détruisant ainsi toute crédibilité à la social-démocratie. Celle-ci a glissé encore plus à droite, laissant un vide politique dans les masses, à la fois à la ville et à la campagne (vide comblé pour le moment par les fascistes et les intégristes). Un mouvement socialiste unifié peut servir de levier pour remplir autrement cet espace politique et l'ÖDP représente cet espoir et répond à ce besoin. Toutefois, l'élargissement du parti se fait inévitablement par l'arrivée de nouveaux venus (il s'agit surtout des secteurs issus de la gauche social-démocrate, déçus du leadership actuel) qui se situent politiquement plus à droite par rapport aux organisations qui ont fondé le parti (et qui regroupent l'essentiel des cadres et militants d'extrême-gauche du pays). Le noyau socialiste révolutionnaire du parti peut donc se retrouver « dilué » parmi ces nouveaux arrivants, marqués par l'idéologie traditionnelle kémaliste de la social-démocratie turque qui est plus que réformiste. C'est sans doute un mal nécessaire, mais les petites organisations comme la nôtre, qui sont situées bien plus à gauche, risquent de voir leurs poids et leur représentation réduite lors du prochain congrès. Il nous faudra sans doute développer de nouvelles stratégies d'alliance et d'action dans l'ÖDP.

CECI ÉTANT, À NOTRE AVIS, il ne faut pas trop accorder d'importance aux définitions et aux formules politiques concernant l'ÖDP. Si l'on arrive à en faire d'ici un ou deux ans, un véritable instrument de luttes, sur la base des thèmes fondamentaux de son programme politique, les débats actuels sur les formulations vont vite être caducs. L'essentiel, c'est à la fois de mener ces luttes et d'élargir parallèlement la démocratie interne au sein du parti, ou plus exactement, il s'agit de trouver un style qui permette à ces deux aspects de se renforcer mutuellement. Nous savons que la période n'est pas très propice aux révolutionnaires et nous n'abandonnons ni notre « pessimisme révolutionnaire » ni notre « optimisme de la volonté ». Pour nous, notre fonction au sein de l'ÖDP n'est guère différente de celle que nous avions au sein du BSP, autrement dit, nous œuvrons à faire de l'ÖDP un instrument efficace pour définir une politique indépendante de classe.



Le Parti de l'amour et de la révolution

Interview du camarade Ufuk Uras, président de l'ÖDP

Inprecor a rencontré le camarade Ufuk Uras, 36 ans, universitaire marxiste, enseignant d'économie et de relations internationales à l'Université d'Istanbul, qui a été élu à l'unanimité président de l'ÖDP.

Propos recueillis par Masis Kırkcügil

Istanbul, le 12 février 1996.

Inprecor : Comment définirais-tu l'identité politique de l'ÖDP et comment te définis-tu toi-même politiquement ?

Ufuk Uras : Il y a un point de convergence entre mon identité et celle de l'ÖDP, c'est d'ailleurs cela — et non le hasard — qui explique notre rencontre. Je me définis comme marxiste, avec une conception du marxisme qui se base sur un retour aux sources. Autrement dit, le marxisme est pour moi une théorie politique et un système de coordonnées politiques qui nous permet de comprendre et de résoudre les problèmes de la Turquie et du monde, par un échange approfondi avec les sources authentiques du marxisme et dans le cadre de cet héritage qui se résume, si je ne m'abuse, à 50 000 mots.

Quant à l'ÖDP, il se définit comme un parti de gauche, de masse, tourné vers le socialisme internationaliste, libertaire, autogestionnaire, basé sur la solidarité des forces de l'opposition et des forces de gauche, créé pour répondre à une nécessité politique de la Turquie. Sa conception du socialisme est une appropriation critique des expériences et théories socialistes dans le monde et en Turquie. Et c'est d'ailleurs pour cela qu'il se différencie des partis de gauche et des partis socialistes classiques, puisqu'il conçoit sa construction comme un processus qui va de la base vers le sommet, qui rejette les rapports hiérarchiques et élabore un projet de parti se voulant transparent et rejetant l'opacité.

● **L'ÖDP est un parti où se trouvent des forces d'origines très diverses. Par conséquent, la démocratie interne et le pluralisme ne sont-ils pas des questions d'actualité brûlante dans le parti ?**

En effet, c'est un sujet sur lequel nous nous sommes engagés publiquement dès la séance d'ouverture de notre direction centrale. Le parti est pluraliste. Plusieurs voix différentes s'y expriment. C'est aussi pour cela qu'il n'y a pas de « primus inter pares » chez nous, pas de héros, pas de martyrs, pas de gourous. Nous pensons que la discussion la plus libre possible va enrichir les projets théoriques et politiques du parti.

Mais nous savons aussi qu'une telle culture politique n'existe pas en Turquie. Il nous faut donc innover en la matière et construire une tradition. Il nous faut corriger et dépasser les vieilles habitudes et le vieux sectarisme et ce sera un processus difficile. Nous espérons pouvoir créer un climat propice pour cela.

● **Que penses-tu des expériences chinoises, sovié-**

tiques et autres ? Et à partir de là, des notions de bureaucratie dans le parti, les syndicats ou l'Etat ?

On peut voir cette question sous l'angle du débat entre Lucas et Bloch. Lucas disait que le pire des socialismes valait mieux que le meilleur des capitalismes. En revanche, Bloch estimait qu'un mauvais socialisme n'était pas du socialisme. Les expériences soviétique et chinoise sont là pour nous le prouver. Il faut en faire une évaluation critique.

S'il faut commencer par l'URSS, on peut remonter aux origines et rappeler un épisode notable qu'a vécu la Turquie, à l'avènement de la République. En 1921, trois mois après que le régime kémaliste ait fait assassiner les dirigeants et les cadres du PC turc, un accord turco-soviétique était signé. A l'époque, Lénine, Trotsky et Staline occupaient des postes de responsabilité dans l'appareil soviétique. Mais aucun d'eux ne s'est demandé si l'établissement de liens privilégiés entre les deux États, sur les cadavres et le sang des dirigeants communistes turcs posait des problèmes politiques ou éthiques. Ces dirigeants soviétiques ont donc privilégié les relations d'État à État par rapport à la solidarité internationale entre les partis. On peut donc estimer que notre histoire nous donne dès le départ des indices sur la tournure ultérieure des événements.

Quand on voit aujourd'hui des secteurs qui revendiquent cet héritage-là, prendre la défense de certaines périodes historiques au nom de la tradition politique, on pourrait leur rafraîchir la mémoire. Mais autre chose m'intéresse particulièrement, même si c'est en apparence un détail : savoir quel est la justification théorique de l'abandon en 1941 de l'Internationale, hymne officiel de l'URSS, au profit d'un hymne soviétique. Une série d'autres exemples nous montre comment le marxisme a été saboté en URSS et en Chine, et transformé en une idéologie officielle figée qui est devenue aujourd'hui une entrave pour nous tous. Si le marxisme ouest-européen a été plus fructueux, c'est sans doute parce qu'il s'est développé dans une ambiance moins coercitive.

J'ai vraiment du mal à comprendre et à m'expliquer la raison d'être et les conceptions des courants qui se sont transformés en agences du marxisme officiel de l'URSS ou de la Chine. Quand on se pose la question de savoir pourquoi le PCF ou le PCI ont eu une telle trajectoire, on éprouve des difficultés sérieuses à résoudre ce problème. Au sein de l'ÖDP, nous avons évalué de façon critique ces expériences et ces traditions politiques. C'est pour cela que nous essayons de développer au sein du parti des mécanismes qui élimineront toutes les méthodes bureaucratiques.

● **Comment conçois-tu concrètement l'internationa-**

★ TURQUIE

lisme qui figure dans le programme du parti et quel type de relations allez-vous avoir avec les organisations socialistes internationales ?

La Turquie a un grand handicap dans ce domaine : les traditions internationalistes sont très faibles dans notre histoire. La Turquie est un pays où domine l'idéologie d'un socialisme national, provincial. Mais, nous pensons néanmoins que l'internationalisme et la solidarité internationale sont des conditions sine qua non pour la réalisation de notre projet politique. Nous sommes prêts à être solidaires de tous ceux qui partagent nos objectifs socialistes, d'un socialisme égalitaire, libertaire, autogestionnaire et internationaliste, sans exclusive, et nous sommes prêts à prendre notre place parmi toutes les plate-forme d'opposition à l'échelle internationale.

● **Que penses-tu de la question kurde ?**

La récente déclaration de notre direction centrale élargie porte sur la question kurde. Nous nous prononçons pour un cessez-le-feu bilatéral, pour mettre immédiatement fin à la guerre et pour instaurer la paix. Nous soutenons d'ailleurs directement toute initiative civile en ce sens. Le problème est de savoir quels vont être les interlocuteurs d'un processus de paix. En Turquie, tous les partis du système sont des partis de la guerre et des militaires et souhaitent maintenir la situation actuelle. Seul l'ÖDP est réellement différent et s'est engagé pour résoudre le problème. Dans la région de la loi d'urgence (la région kurde), nous considérons que les députés du HADEP élus dans leurs circonscriptions, sans pour autant pouvoir aller au Parlement (car le parti n'a pas dépassé le barrage national des 10 % de voix), sont nos interlocuteurs politiques.

● **Quels sont vos objectifs à court terme ? L'ÖDP sera-t-il un parti institutionnel ou un parti de la rue ?**

Des élections municipales partielles sont prévues pour le mois de juin 1996. Le parti doit s'y préparer, développer sa politique municipale et faire des campagnes. Nous allons même organiser des festivités dans les grandes villes, liées aux grandes campagnes politiques.

La rue ou les institutions ? Eh bien je dirai les deux. Nous avons pour objectif d'être présents au Parlement, et c'est pour cela que notre lutte dans la rue sera différente, mais dans la mesure où nous venons de la rue, notre présence au Parlement aura aussi une dimension très différente.

La première réunion de notre direction centrale élargie porte sur la construction et la consolidation du Bloc du Travail, de la paix et de la liberté. Les nécessités politiques de la Turquie ont créé notre parti. De même les alliances doivent répondre aux besoins concrets de la conjoncture politique. On ne peut se limiter à un seul paramètre. D'ailleurs, les alliances n'ont un sens que si elles se font entre des partis de masse. Nous n'avons pas pour objectif de faire des alliances avec des petits groupes sectaires qui n'ont pas fait leurs preuves et qui défendent des politiques de cadres étroites. L'éthique politique et la manière de faire de la politique sont importantes pour nous. Nous développerons des liens avec toute plate-forme qui correspond à nos aspirations.

Notre projet socialiste est celui défini par Marx dans le Manifeste : les bourgeois ont créé un monde à leur image, nous allons faire de même ... sans sombrer pour autant dans l'ouvriérisme.

● **L'ÖDP a été lancé dans les médias comme étant le « Parti de l'amour et de la révolution », qu'en penses-tu ?**

Nous estimons que c'est très positif. La vie politique en Turquie était traditionnellement asexuée et même la gauche était dominée par une culture politique mâle, patriarcale et machiste. Cette définition de « Parti de l'amour et de la révolution » peut être interprétée comme l'amour de la révolution et du socialisme, mais on peut aussi souligner que l'amour et la révolution sont inséparables. Le meilleur exemple en est le film de Ken Loach, *Land and Freedom*. Les gens, dans ce film, sont au front : ils luttent et ils tombent amoureux en même temps. Ceux qui ont vu le film pourront mieux nous comprendre ...



14^e Congrès
mondial de la
Quatrième
Internationale.
Numéro spé-
cial (hors
abonnement)
supplément à

Inprecor n° 399. Disponible à la
librairie la Brèche, 9, rue de Tunis,
75011, Paris. Tel 43 67 63 57.

Prix : 50FF ; 15FS ; 300FB.

Femmes en mouvement



DOSSIER

PARTOUT DANS LE MONDE LES FEMMES continuent à lutter pour leurs droits démocratiques et économiques élémentaires — pour le droit de contrôler leur propre corps, contre la violence, pour le droit au travail, pour une vie décente. Leur détermination dans la lutte a apporté ses résultats dans plusieurs occasions, des acquis ont été réalisés et des attaques repoussées.

Souvent, dans leurs luttes les femmes ont cherché l'appui des organisations sociales et politiques qui se battent pour les droits des opprimés et des exploités, des organisations syndicales, des mouvements luttant pour la libération nationale, des organisations de gauche qui se battent pour les droit de tous les travailleurs. Ce soutien a été souvent apporté et les femmes ont effectivement participé activement au sein de ces organisations.

Toutefois, nous constatons également que ces organisations ont failli dans l'intégration des femmes ainsi que leurs revendications spécifiques. Les problèmes auxquels font, surtout ou exclusivement, face les femmes sont rarement prioritaires. Nulle part, les femmes ne sont représentées adéquatement dans les instances de direction des groupes radicaux ou des organisations sociales.

Les articles que nous publions dans le cadre de ce dossier présentent des expériences de féministes socialistes de divers pays qui illustrent la similarité des problèmes et apportent quelques pistes de réflexions pour le changement.

Fatima, Luisa, Lorena et Mila, membres du Parti communiste philippin avant même que ce dernier connaisse la crise, expliquent comment l'ultra-centralisation et le fonctionnement vertical de cette organisation les a affecté non seulement en tant que militantes femmes mais aussi dans leur aptitude à saisir la réalité de la situation des femmes dans les différentes régions. Les crises du PC qui ont conduit à une remise en cause des préjugés, ont permis de développer une nouvelle réflexion sur cette question.

Julieta du Mexique présente la nouvelle expérience politique : les Zapatistes au Chiapas. Elle montre comment un mouvement qui a rejeté les formes traditionnelles des organisations politiques a su encourager la participation des femmes. Toutefois, le changement des comportements est un long processus.

L'article sur l'Afrique du Sud expose les difficultés de garantir les besoins spécifiques des femmes dans le cadre de la transformation du gouvernement local sous le gouvernement de l'ANC.

Le court rapport sur les dernières élections palestiniennes souligne, de nouveau, que malgré leur engagement et leur sacrifices dans la lutte, les femmes se sont trouvées reléguées dans des positions secondaires quand il s'est agi de pouvoir et de gouvernement.

Enfin, la syndicaliste Rosa Mosna explique le travail du syndicat des enseignants et du PT au Brésil, pour la prise en charge de la question femme.

Tant que les organisations de gauche n'ont pas intégré dans leur action la lutte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, celle-ci restera incomplète. L'objectif de ce dossier est de susciter un débat sur la façon de surmonter la marginalisation des femmes ainsi que leurs revendications.

Penny Duggan ★

Le parti préparait tout pour nous !

Le mouvement féministe aux Philippines étaient influencé par la politique ultra-centralisée et paternaliste du Parti communiste. Après une difficile période de débats, de crises et de scissions, un certain nombre de groupes issus du PCP ont intégré les idées et la pratiques véhiculées par les « nouveaux mouvements sociaux », en particulier le féminisme. Penny Duggan a interrogé Fatima (People's Communist Party à Mindalao), Luisa et Mila (Revolutionary Worker's Party à Visayaz) sur ce processus.

Entretien recueilli par Penny Duggan.

Novembre 1995.

Inprecor : Quelles sont les questions autour desquelles les femmes se mobilisent aux Philippines ?

Mila : Jusqu'au début des années 90 le mouvement des femmes était épaulé et dirigé par le Parti communiste. Néanmoins, récemment, et sous la pression internationale, plusieurs associations de femmes ont vu le jour, comme à titre d'exemple l'association Gabriela qui lutte contre le commerce sexuel. L'autre question qui a été développée par une campagne de Gabriela et d'autres organisations de femmes comme « Femmes asiatiques pour les droits de l'homme », fut le « bien-être des femmes ».

L'association Lola (grand-mère) Filipina regroupe des femmes — qui sont aujourd'hui des grands-mères — obligées, durant la deuxième guerre mondiale, de se prostituer pour les forces d'occupation japonaise. Ces femmes revendiquent aujourd'hui la justice ainsi qu'une compensation. L'objectif de leur campagne est de montrer l'ampleur et les effets du fascisme, spécialement contre les femmes, durant la deuxième guerre mondiale. Elles se mobilisent également contre l'exploitation sexuelle

et le commerce des femmes aujourd'hui. Cependant l'essentiel de leur travail se situe au niveau des institutions.

Il n'existe pas, à l'heure actuelle, un large mouvement de femmes contre le commerce sexuel. La conférence de Pékin n'a pas été d'un grand apport pour la cause des femmes et leurs organisations aux Philippines.

● **Est-ce que les prostituées autour des anciennes bases américaines se mobilisent aujourd'hui sur des revendications spécifiques ? Sont-elles concernées par les programmes de reconversion et reçoivent-elles une aide quelconque ?**

Fatima : Batis et autres organisations de prostituées veillent sur les droits et le bien-être des ex-prostituées. Elles essayent, sans succès, de revendiquer leur droit à être incluses parmi les priorités du plan de reconversion des bases américaines. Les organisations qui existent ne sont pas très grandes et sont liées à des ONG. Cependant ce mouvement n'est pas féministe.

Mila : Le parti a aidé à la construction de Batis.

Fatima : Il y a également un certain nombre d'organisations pour les prostituées qui ont été créées par l'Eglise. Un prêtre, en particulier, les aide à s'organiser pour se défendre, ne pas être contrainte d'exécuter des actes douloureux ou sado-masochistes et imposer à leurs clients l'utilisation des préservatifs.

● **Comment la question des femmes est-elle prise en charge dans vos différents partis ?**

Mila : La tendance générale dans le parti est d'organiser le travail femmes autour de questions d'ordre politique dans le but d'isoler l'ennemi de classe. C'est pourquoi il n'existe pas un mouvement de femmes fort qui mette à l'ordre du jour les questions concrètes des femmes.

Lorena : La conception du parti est la suivante : en s'impliquant dans les luttes des paysans pour la réforme agraire, dans les luttes ouvrières pour des augmentations de

salaires, de meilleures conditions de travail et la nationalisation de l'industrie, on améliore la situation de toute la classe. On accorde, en revanche, moins d'attention à l'oppression sexuelle.

Notre mouvement politique tente de défendre les droits des femmes, les luttes populaires et la révolution. De notre point de vue, l'équilibre entre les questions politiques et l'oppression sexuelle est nécessaire. Mais aujourd'hui nous avons besoin de construire un mouvement féministe socialiste, implanté dans la réalité philippine.

La lutte pour la libération nationale et par la suite la lutte pour le socialisme, ne résoud pas les problèmes de l'oppression sexuelle. La libération sexuelle ne peut être achevée sans une transformation radicale de la société toute entière. La prise en charge de la question de l'égalité sexuelle passe en particulier par la lutte contre l'oppression et l'exploitation des femmes paysannes, travailleuses et de toutes celles qui sont victimes de la marginalisation.

Nous venons de fonder Sorilaya, une nouvelle organisation féministe socialiste paysanne. L'année prochaine, nous allons développer des organisations sectorielles, travaillant étroitement avec les paysans et favorisant des projets qui vont aider les femmes et les enfants dans leurs communautés (gardes d'enfants, projets socio-économiques, classes pour les enfants, etc.). Sorilaya prendra en charge également les cas de harcèlement sexuel qui touchent les paysannes et d'autres travailleuses.



Luisa : Nous travaillons dans « Women », une organisation de travailleuses et de femmes urbaines sans ressources. Pour le 8 mars, nous préparons une action pour attirer l'attention sur le cas des femmes qui ont été licenciées à cause du programme « Philippines 2000 ». Nous espérons qu'un mouvement massif des pourra développer réellement une conscience de lutte chez les femmes qui voudraient s'engager collectivement pour changer leur vie. Bien sûr cette campagne sera centrée sur des thèmes ouvriers mais aussi spécifiques.

● Quelles sont les revendications spécifiques de ces campagnes ?

Luisa : les femmes sont les dernières embauchées et les premières licenciées. Beaucoup d'usines de vêtements ont été fermées, et c'est un domaine essentiellement féminin. Par ailleurs, il y a là aussi le problème du harcèlement sexuel au travail et d'autres violations des droits des femmes dont le gouvernement devrait se soucier.

Le mouvement de femmes repose sur trois secteurs : les travailleuses, les femmes pauvres urbaines et les émigrées et leurs parents. Dans les deux premiers secteurs nous avons déjà des structures et des activités.

Fatima : A Mindanao, autrefois, le Parti préparait tout pour nous. L'orientation du travail femme était décidée à notre place. Les organismes nationaux décidaient des orientations pour le compte du parti tout entier. Ils préparaient même les documents d'orientation du travail femme pour le mouvement lui-même. Ce n'était pas très joli. Toutefois, les choses se présentent mieux maintenant. A notre dernière conférence, en novembre 1994, nous avons décidé de faire du travail femme une partie intégrante et importante de notre intervention et de produire de nouveaux documents d'orientation sur les femmes.

A Mindanao il y a trois catégories de femmes : les Moro, les Filipinos et les indigènes. Nous avons déjà programmé des assemblées générales pour chaque groupe (car chaque groupe a une conscience spécifique). C'est ce que nous appelons l'approche tri-orientée de notre travail. J'insiste sur le fait que ce sont les camarades femmes et les



femmes progressistes dans les organisations de masse qui vont agir ainsi. Une autre résolution adoptée à notre dernière conférence appelle à la formation de commissions femmes dans les diverses organisations, pour favoriser le développement de la conscience féministe parmi les femmes et aussi parmi les hommes.

Dans l'organisation régionale, nous avons insisté sur la question de la participation des femmes aux structures de direction. Un certain nombre de camarades femmes occupent déjà des responsabilités. La discrimination exercée par les hommes n'est pas très répandue chez nous. Peut être parce que certaines camarades combattives ont occupé des positions stratégiques dans le parti et la guérilla. La discrimination peut ainsi être contenue. Le plus important est que non seulement le parti mais aussi les organisations de masse (habituellement légales) aient également pris en charge la question des femmes. Pour nous il ne s'agit pas seulement de théorie mais également de pratique.

Dans certains groupes ethniques, traditionnellement, les femmes ne participent pas à la direction. Mais elles ont leurs propres comités. Elles mènent leurs propres discussions et prennent des décisions en tant que femmes, partenaires à part entière de leur mari. Elles commencent à savoir se passer de leur mari. Chez les indigènes, le parti favorise la promotion des femmes dans les structures de direction. Nous avons expliqué qu'elles sont capables de décider pour leur communauté et qu'on a besoin de leurs compétences. Après des siècles d'absence dans les structures dirigeantes



chez les peuples indigènes les femmes ont pris leur place cette année ! Ce fut un succès d'autant plus grand qu'elles ont été élues par leur propre communauté et pas par le parti.

● **Comment a évolué le travail femmes de vos groupes après la crise et la scission du Parti communiste ?**

Luisa : Le mouvement des femmes aux Philippines, à ses débuts il y a 25 ans, n'avait aucune ambiguïté quant au caractère socialiste du féminisme. Mais dans les années qui ont suivi, alors que nous luttions et construisions une force armée populaire, nos préoccupations et nos priorités se sont déplacées. La leçon que nous avons tirée est qu'il était indispensable d'avoir une base clairement socialiste. Cela est venu avec la prise de conscience que le parti lui-même doit être socialiste : son meilleur allié serait un mouvement de femmes socialiste.

Notre critère de succès était combien de femmes nous recrutions à l'Armée populaire et combien se retrouvaient au commandement. Aujourd'hui nos critères sont différents.

Mila : Ca a été un grand progrès de reconnaître que les femmes représentaient une force sociale majeure : plus de la moitié de la population, avec des problèmes concrets qui reflètent l'exploitation et l'oppression capitalistes. Nous nous rendons compte que par le passé nous avons eu une attitude autoritaire pour organiser les femmes dans la lutte. On doit reconnaître

qu'elles ont beaucoup contribué au renforcement du mouvement révolutionnaire.

Fatima : Ca a été un processus libérateur. Auparavant, nous étions toujours les sujets de campagnes venues d'en haut, qui n'avaient rien à voir avec notre situation locale. Les campagnes nationales sont basées sur une vision globale, mais dans notre région nous avons trois peuples en un ! Nous étions tellement obéissantes ! C'est ce qu'on appelle le centralisme démocratique. Ou plutôt la démocratie centralisée : la campagne est décidée d'en haut et ensuite tout le monde applique. Pour nous le débat a été une occasion de penser. Car même penser et s'exprimer était considéré comme anti-direction, surtout si on osait s'éloigner de la version officielle de ce que devrait être la révolution philippine.

Le débat nous a donné plus de marge pour étudier réellement la meilleure orientation à suivre. Avant, c'était quelqu'un « d'en haut » qui nous fournissait l'analyse de notre situation. Une lecture artificielle, suivie de l'application imposée de la stratégie correspondante. Maintenant, nous attachons beaucoup d'importance à la question de l'oppression sexuelle. Nous ne nous contentons pas de discuter de la question des femmes. Nous avons également des organisations de gays dans notre région. Les peuples indigènes souffrent aussi de la même exploitation et de la même oppression que les femmes et les homosexuels. Aujourd'hui nous pouvons ouvrir le débat sur toutes ces questions et chercher des options plus concrètes pour avancer. Nous sommes en train de nous libérer. En même temps, cela nous fournit un espace pour plus de démocratie. Nous espérons que cette démocratie va permettre de donner de nouvelles bases à l'unité, au lieu de l'unité-par-l'obéissance-à-l'autorité, comme autrefois.

Lorena : A u p a r a v a n t l'accent était posé davantage sur la dimension politique pour faire progresser la révolution populaire. Ensuite on a insisté sur les différenciations sexuelles. Nous sommes en train de repenser et de reformuler ce qui convient le

mieux à notre réalité. Nous ne sommes plus ligotées par l'orientation politique nationale adoptée en 1968 lors du congrès de fondation du parti. Cette orientation se basait sur la réalité philippine des années 40, 50 et 60, mais aujourd'hui nous sommes plus libres pour repenser, reformuler et nous saisir de l'expérience du mouvement pour aborder la question des femmes.

La question du centralisme démocratique est aujourd'hui discutée ouvertement, comme celle des peuples indigènes. La discussion porte sur la signification de la lutte pour l'autodétermination. Toutes ces questions peuvent être débattues plus librement.

● **Alors il est plus facile d'être militante aujourd'hui ? Est-ce que vos relations avec vos camarades ont changé ?**

Toutes : Oui !

Luisa : Il est plus facile d'être militante aujourd'hui. Il est beaucoup plus évident que vous participez à part entière, et donc en tant que femme autant que révolutionnaire. Autrefois une partie de nous-mêmes n'était pas entièrement engagée. Aujourd'hui nous le sommes totalement. Y compris dans des aspects auxquels il était même impossible de penser, car les idées venaient d'en haut. Ou plutôt, on s'imposait à soi-même des limites à ce qu'on pouvait penser. Nous réalisons aujourd'hui que l'idéal suprême de la révolutionnaire pour une femme est la révolutionnaire féministe.



Lorena : Les camarades hommes ne nous accusent plus de « sexisme ». Ce qui suggère qu'ils ne se sentent plus menacés.

Fatima : Les femmes célibataires ont toujours plus d'opportunités que nous ne pouvons en avoir, plus de tâches militantes que nous ne pouvons en accomplir. Mais après le mariage les choses changent. Certaines d'entre nous attendent des années pour se marier et avoir des enfants car elles ont peur que cela ne gêne leur activité militante.



Femmes et zapatisme

DOSSIER :
FEMMES MEXIQUÉES
EN MOUVEMENT

Julieta Hernandez, membre de Democracia Radical (Section mexicaine de la Quatrième internationale) de Mexico, a été invitée par l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) en tant que représentante du mouvement civil zapatiste aux négociations avec le gouvernement. Inprecor l'a interviewé sur les femmes au Chiapas aujourd'hui.

*Propos recueillis par Braulio Moro
Novembre 1995*

Inprecor : Comment les femmes se sont-elles intégrées dans l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) au Chiapas ?

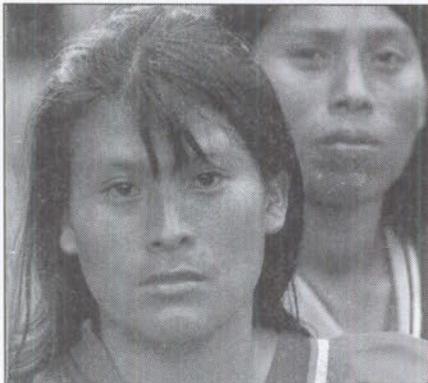
Julieta Hernandez : Je crois que l'on doit parler d'un processus long pour la création de cette armée ainsi que pour la prise en charge de la question des femmes, qui représentent environ un tiers de l'EZLN. Par leur intégration dans l'armée, les femmes ont déjà pris conscience d'un droit : celui de participer à la politique et aussi à la guerre. Cela montre que pendant les dix ans où cette force militaire se constituait dans la forêt, on a aussi travaillé cet aspect de la question, c'est-à-dire l'intégration des femmes dans la lutte commune. Je crois qu'il y a des facteurs importants à mentionner, comme la présence de chrétiens des comités ecclésiastiques de base dans les communautés indiennes au Chiapas. Les religieuses font depuis très longtemps un travail de conscientisation autour de la question des femmes, en particulier avec les femmes indigènes. Il y a aussi un travail de quelques ONG qui ont orienté leurs activités vers les femmes indigènes.

Il y a 10 ans, quand nous étions étudiantes et militantes féministes, nous ne savions pas comment nous insérer dans la société, nous avions envie de sortir de l'université et de faire quelque chose en tant que mouvement féministe, mais

nous ne savions jamais quoi. C'est avec les organisations indigènes, de femmes surtout, que nous avons pu concrétiser notre rêve : nous, les quelques femmes qui sommes sorties de l'université avec une grande envie de faire un travail à la base, de briser les élites universitaires et leur discours, de construire quelque chose sur une base de classe et pas seulement féministe.

Personnellement, j'ai travaillé pendant 3 ans avec une organisation de femmes indigènes qui intervenait dans des villages, et dont la participation au mouvement zapatiste a été très importante. Cette expérience, m'a montré que dans le mouvement féministe, nous nous trompions quand nous pensions qu'on ne pouvait pas parler avec les femmes indigènes de la question de l'avortement et de la contraception, parce que le milieu culturel restreignait ces possibilités. Quand on en a parlé les femmes nous ont fait connaître leur pratique intuitive de l'avortement au moyen de plantes médicinales. Elles pratiquent l'avortement et s'interrogent sur la contraception, bien qu'une partie d'entre elles ne veut pas en parler considérant que les femmes doivent donner la vie, protéger la culture, et plus précisément l'ethnie. Ainsi, les femmes, porteuses de la mémoire du peuple et de l'ethnie, ont beaucoup d'enfants, parce qu'elles en perdent 4 sur 10. C'est avec elles que nous avons pu comprendre ces questions.

A partir du 1^{er} janvier 1994, nous nous sommes rendu compte de la présence massive des femmes dans les mobilisations pour réclamer le cessez-le-feu. Majoritaires, dans les villes comme dans les communautés de base de l'EZLN, les femmes gèrent la vie, l'organisation de la famille et aussi la protection des enfants et des personnes âgées quand il faut fuir à cause des militaires. Au Chiapas, dans le processus de lutte révolutionnaire développé par l'EZLN et le mouvement civil, le rôle des femmes est fondamental. Je crois qu'il est très important que la lutte féministe se construise. Les femmes sont apparues, dans d'autres révolutions, d'autres mouvements sociaux, mais sans programme, sans revendications propres. Au Chiapas cette dimension est apparue dès le début. En effet, dès le mois de mars 1993, les femmes se sont réunies pour discuter de leurs problèmes et de leurs droits et ont été à l'origine de la « Loi révolutionnaire des femmes » dans l'EZLN. Cette loi a été rendue publique fin janvier 1994 et elle nous a mobilisées, nous les femmes de la ville, et nous a été d'un grand apport dans nos manières de voir, nos attentes et nos luttes. Comme la gauche, le mouvement féministe a été dépassé par les initiatives des femmes zapatistes. Leurs revendications paraissent très simples, mais elles sont fondamentales. Le fait que l'on déclare qu'une femme a le droit de choisir l'homme avec qui elle va se marier et à quel âge, le droit de



décider le nombre d'enfants qu'elle veut avoir, le droit de faire de la politique, de participer à l'organisation de l'armée et qu'on adopte des lois pour punir ceux qui commettent des délits sexuels, ce sont là des thèmes qui mobilisent dans les communautés et ont un impact très fort dans les villes. A San Cristobal, par exemple, il y a beaucoup de groupes de femmes contre la violence. D'autres associations travaillent avec des femmes indigènes qui ont peur ou sont gênées pour parler de ces questions. Quand la « Loi révolutionnaire des femmes » a été promulguée, il y a eu une convergence de tous les groupes de femmes, de toutes les militantes pour se saisir de cette loi, la diffuser, la discuter dans des ateliers et des congrès. Ce travail a été très intéressant. Ainsi, se créa une dynamique cherchant un consensus pour donner de la force au mouvement et proposer des initiatives.

Ce travail nous a amené à réviser l'article 4 de la Constitution qui parle des droits des peuples indiens et où il est dit que seront respectées les coutumes des communautés. Nous les femmes, nous avons dit oui aux coutumes qui n'affectent pas nos droits. Ainsi nous avons demandé aux femmes quelles sont les coutumes qu'elles voulaient garder et quelles sont celles dont elles voulaient pas. Il y a eu une réflexion très intéressante et c'est un travail à poursuivre.

La Convention nationale démocratique (CND) a convoqué tous les sec-

teurs de la société, donc également les femmes et c'est après cette initiative qu'a été formée la « Convention nationale des femmes » regroupant des femmes des partis politiques, du mouvement civil, des associations de paysans, etc. Tout au long de ce processus, les femmes ont eu de grandes difficultés face à la politique masculine, surtout au sein de l'Assemblée nationale du peuple (grande assemblée regroupant toutes les forces de l'État du Chiapas : associations de femmes, Indigènes, mouvement civil, ONG et tout ce qui n'est pas organisé dans la société).

Les problèmes ont surgi quand le gouvernement rebelle a convoqué une Assemblée constituante pour le Chiapas. Les discussions se sont polarisées sur la représentation des femmes. Notre courant Democracia radical a pris l'initiative de demander la parité. Certains du mouvement civil s'y sont opposés en arguant que les charges ménagères des femmes les empêcheront de jouer pleinement leur rôle dans cette instance. La question est restée ouverte et les femmes, en absence de consigne, ne se sont pas portées candidates.

● *Peux-tu nous décrire l'impact de l'EZLN sur le quotidien des femmes indigènes ?*

Le mouvement zapatiste a permis aux femmes de mettre en avant une série de questions telles que la terre, le logement et l'alcoolisme. Concernant la terre, jusqu'à maintenant, le sol national était exploité par les paysans, les hommes héritaient de la terre, pas les femmes. Elles n'avaient pas droit à la terre, pourtant elles sont une force de travail. Quand les femmes zapatistes ont pris conscience de ces droits niés, elles ont mis en avant la revendication du droit à la terre, à la travailler et aussi à en hériter.

Pour le logement, les femmes abandonnées par leur mari étaient obligées de se réfugier chez leurs parents car elles n'avaient pas le droit de garder le foyer conjugal.

Les femmes zapatistes ont également décrété l'interdiction de l'alcoolisme dans les communautés de base et dans les zones libérées pour se protéger contre la violence des hommes alcooliques.

Concernant le droit de contrôler son propre corps, une consigne des femmes de l'EZLN a été donnée aux femmes combattantes pour ne pas avoir d'enfants. Fait nouveau, les préservatifs

sont utilisés et les hommes ont appris à s'en servir. Quand une femme combattante désire avoir un enfant, elle quitte l'Armée et revient dans sa propre communauté. Une fois les enfants assez grands, il est possible de réintégrer l'Armée.

Signalons par ailleurs, que les tâches ménagères au sein de l'EZLN (la cuisine, le nettoyage, etc.) sont assumées collectivement.

A San Andrés, siège des négociations avec le gouvernement, fut créée une Commission femmes. En octobre 1994, lors de la première étape des négociations, on a remarqué que c'était la commission la plus combative. Étrangement, à l'ouverture des négociations, les points de vue des femmes invitées par l'EZLN et celles participant à la délégation gouvernementale étaient identiques. Des deux côtés on considérait que la question des femmes était importante et on partageait une même volonté de changer les choses : le droit à la terre, les revendications d'égalité, le droit d'être dans les instances politiques, les thèmes spécifiques comme l'éducation, la santé, les programmes sociaux, l'élaboration de projets de production pour les femmes, etc. La rupture est survenue quand les femmes invitées par l'EZLN ont demandé aux autres pourquoi elles soutenaient ce gouvernement qui assassine, qui viole, etc. Là, s'est rompue l'harmonie et a commencé la polémique.

Des femmes indigènes invitées par le gouvernement ont fait une déclaration où, tout en étant du côté du gouvernement, elles soutenaient les zapatistes et leur lutte. Par la suite, les discussions se sont arrêtées. En raison de son adoption de l'amendement à l'article 27 de la constitution (contre-réforme agraire votée au début des années 90), le gouvernement s'est contenté de faire des promesses à moyen terme sans apporter de réponses à la question fondamentale, à savoir, la question de la terre. Sur cette dernière question, les femmes sont allées plus loin en intégrant des concepts comme la territorialité, ou le contrôle du milieu ambiant. Cela s'explique par le fait qu'elles sont plus attentives au milieu naturel et à l'écologie.

Lors de la Consultation nationale de l'EZLN, environ 96 % des personnes ont répondu oui au droit des femmes à participer à la vie politique à part entière. Ce résultat est loin de refléter la réalité : une femme membre de la commission zapatiste a été tuée, d'une manière

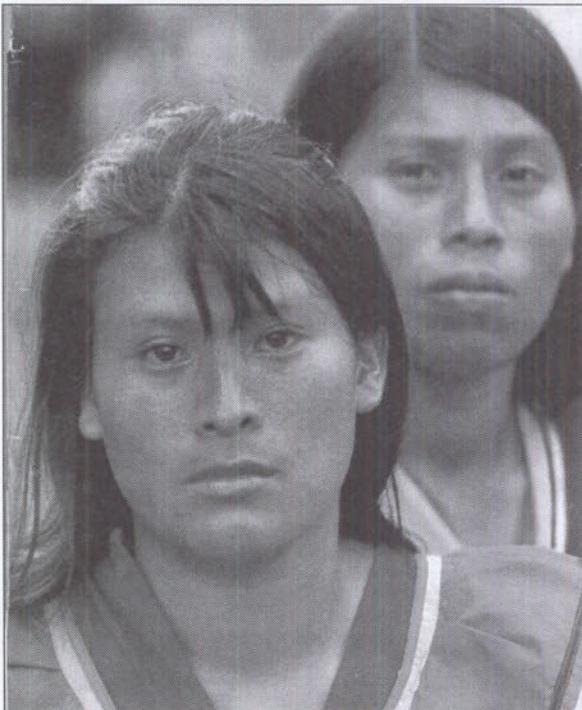
sauvage, par son mari membre de l'Assemblée civile, pour lui avoir désobéi en participant à la commission zapatiste. Et les camarades ont gardé le silence...

● *Quel est le quotidien des femmes au Chiapas et dans l'armée zapatiste ?*

Ces nouvelles valeurs qui s'intègrent au mouvement mettent en cause véritablement la pratique quotidienne et politique des hommes, des dirigeants, des paysans et aussi des métis. L'accent que mettent les zapatistes sur la lutte des femmes est très marqué.

C'est parce qu'ils reconnaissent la force des femmes et leur possibilité de lutter non seulement pour leurs revendications spécifiques mais également pour les revendications générales, que les zapatistes ne cessent de poser la question des femmes et de valoriser leurs luttes. C'est dans ce sens que nous pouvons parler d'une avant-garde des femmes dans l'EZLN qui non seulement interroge sa direction et le militantisme masculin mais aussi et surtout interpelle toutes les femmes du pays.

Toutefois, il ne suffit pas de déclarer que les femmes ont le droit de participer aux instances de représentation et de direction. Il faut aller plus loin. Dans la pratique, nous savons que ce droit n'est pas applicable, parce que la situation objective empêche les femmes de s'en saisir. Tant qu'elles seront les seules responsables de la maison, des enfants, de la reproduction, etc. ce droit restera un vœu pieux. Sa réalisation



implique que le travail domestique soit assumé socialement. Par exemple, qu'il y ait des garderies pour s'occuper des enfants pour que les femmes puissent étudier, se former, participer à la vie politique et représenter la communauté. Autrement ce droit sera réservé aux femmes qui n'ont pas d'enfants et qui parfois n'en ont pas délibérément pour pouvoir militer.

Les deux instances de femmes (Assemblée des femmes et Convention nationale des femmes) ne se réunissent plus aujourd'hui.

Cela s'explique par deux faits :

w un problème de fonctionnement, car certaines femmes des associations membres y participaient en leur nom personnel et ne cherchaient pas le consensus ;

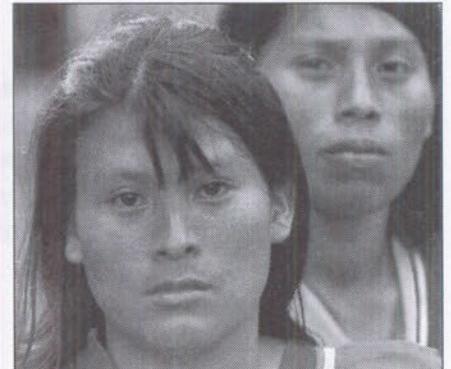
w l'offensive du gouvernement qui a déclenché une guerre de basse intensité s'attaquant à ces structures et à ces espaces et qui s'ingénie à briser l'unité, mais surtout celle des femmes.

Celles-ci doivent agir pour reconstruire les conventions, récupérer ces espaces perdus. Une de nos tâches est de reprendre ce travail, de se regrouper dans la Convention des femmes pour donner une suite à nos luttes.

● *Quelles furent les réactions des femmes face aux viols qui ont été commis par l'armée fédérale dans les communautés indigènes et autour de la ville de San Cristobal ?*

Malheureusement, nous n'avons pas réussi à mener une action ferme et unitaire, précisément à cause de cette fracture. Il y a eu, cependant, de timides tentatives de protestation et j'espère que, d'ici peu, nous pourrons organiser une large action contre la brutalité militaire et contre l'état de siège source d'une sauvage violence, en particulier, à l'égard des femmes. En effet, dans les zones et les villes entourées par l'armée fédérale, les femmes se voient réduire leur liberté de mouvement (travail, recherche de l'eau, du bois dans la forêt, se baigner dans la rivière, etc.) Récemment, le viol de Cecilia Rodriguez par des militaires a amené les femmes à reprendre le thème de la violence et exiger le départ des militaires

DOSSIER :
FEMMES MEXIQUES
EN MOUVEMENT



des communautés.

La présence militaire au Chiapas ne date pas de 1994. En effet, la création de la zone militaire remonte à 1992. Avec l'arrivée des militaires nous avons remarqué une augmentation des viols, des attaques à main armée, des assassinats et une série d'agression qui auparavant n'existaient pas, en particulier contre les femmes. La guerre de basse intensité fait courir des risques énormes. Le blocus militaire met aujourd'hui en difficulté les communautés les plus pauvres. Pour semer dans les champs, pour avoir accès aux produits de première nécessité, pour accomplir leurs tâches quotidiennes, ces communauté s'exposent aujourd'hui à la mort.

C'est pourquoi pour les femmes la principale revendication est : Armée fédérale, hors du Chiapas !



Femmes et gouvernement local

L'expérience de l'État dans l'Afrique du Sud de l'apartheid a confirmé jusqu'à la caricature le point de vue féministe sur la « masculinité » de l'État. Les hommes dominaient alors l'État, non seulement ceux qui étaient élus par les Blancs, mais également ceux qui étaient élus par d'autres groupes raciaux dans les structures impopulaires de collaboration avec l'apartheid au niveau local ou national. Ils dominaient aussi la bureaucratie qui était structurée selon une hiérarchie qui plaçait les employées tout en bas de l'échelle.

Jenny Robinson
(*Agenda*, n°26, 1995)
Durban, 1995

LES INSTITUTIONS AUXQUELLES les « personnes africaines » avaient affaire — de l'administration indigène locale au département de l'administration bantoue — était largement dominées par les hommes. Elles étaient imprégnées par une culture masculine puisant ses racines dans les traditions de l'encadrement policier, du contrôle du travail des mines ou des champs, et de l'image paternaliste (et répressive) du « père ». On a également cherché à exercer un contrôle sur les populations des townships en faisant la promotion de la « vie de famille » et de la domination de l'homme dans le foyer.

Cet appareil d'État masculin pensait qu'il lui incombait de défendre la place des hommes à la tête des ménages, pour garder les femmes — réputées « laxistes et désordonnées » — sous contrôle (1). Comme nous le savons bien, les femmes seules n'étaient pas autorisées à louer ou à posséder une maison dans les townships et dépendaient des hommes pour avoir accès aux services de l'État. L'alliance qui s'est forgée, au cours de l'histoire et pour plusieurs raisons, entre l'État masculin blanc et l'autorité traditionnelle des hommes noirs constitue aujourd'hui un frein potentiel aux efforts de transformation de l'État, surtout au niveau local et en milieu rural où les formes de direction traditionnelles sont encore fortes (2).

En 1993-1994, le Forum de négociation pour un gouvernement local (LGNF) a rassemblé des représentants des structures locales, centrales et provinciales du gouver-

nement et des organisations « civiques » nationales (incluant une délégation de groupes extraparlimentaires). Le leadership des organisations extragouvernementales représentées dans le LGNF était assuré par l'Organisation « civique » nationale sud-africaine (SANCO), un paravent légal formé par les organisations « civiques » pour remplacer le Front démocratique uni dissout en 1992. SANCO avait dirigé le boycott du paiement des charges qui avait amené les autorités à la table de négociations dans de nombreuses localités. Elle fut rejointe au cours du LGNF par des délégations du Congrès national africain (ANC) et du Congrès des syndicats sud-africains (COSATU).

Dès le début des négociations, les composantes de cette alliance ont été sensibles à la question de l'oppression des femmes, affirmant dans les sessions publiques que les nouvelles structures de gouvernement local se devaient d'être démocratiques, non raciales et non sexistes. Un réel effort a été fourni par ces organisations pour s'assurer qu'il y ait un nombre suffisant de femmes dans ce forum. Cet effort a échoué parce que très peu de femmes ont été déléguées au LGNF et que celles qui l'ont été et qui y ont siégé n'ont jamais réussi à peser collectivement sur ses travaux.

Le LGNF était constitué d'une façon qui écartait un nombre important d'organisations intéressées par la question du gouvernement local. Les conditions imposées par le forum (déjà constitué !) à une organisation souhaitant y participer étaient que cette

dernière devait avoir une structure nationale, être partie-prenante d'un gouvernement local (ou, à défaut, motiver son intérêt pour le gouvernement local) et rejoindre obligatoirement soit la délégation des représentants de l'État, soit celle de l'alliance autour de SANCO et de l'ANC. Les partis politiques en étaient exclus sous prétexte qu'ils étaient déjà représentés dans le Forum de négociations multipartites où des discussions auraient également lieu à propos du gouvernement local (3).

Les partis politiques, les organisations de femmes et les organisations régionales furent donc exclues des négociations. Cela signifiait non seulement que l'alliance autour de l'ANC avait davantage de contrôle sur les négociations que cela n'aurait été le cas autrement, mais aussi que toute une variété de groupements intéressés par la question du gouvernement local n'ont pu contribuer aux détails techniques et aux compromis qui y ont été négociés. C'était le cas de petits partis comme le Parti démocratique (DP) et le Parti de la liberté-Inkatha (IFP), qui s'est, depuis, avéré être une force déstabilisatrice importante pour la mise en place de la Loi de transition dans le gouver-

* L'auteur est conférencière au Département de Géographie et de Sciences de l'Environnement de l'Université du Natal.

1) Linzi Manicom, *Ruling relations : rethinking state and gender in South Africa history*, communication à la Conférence sur les femmes et les sexes en Afrique australe, Durban, février 1991.

2) Voir notamment Walker C. (sous la direction de), *Women and Gender in Southern Africa to 1945*, Le Cap, 1995.

3) Qualité de membre et participation au LGNF, rapport du comité directeur du 30 juin 1993.

nement local au Kwazulu-Natal.

A la différence des négociations constitutionnelles, où chaque parti a été contraint d'intégrer des femmes dans sa délégation permanente, le LGNF n'incluait pas de femmes de façon codifiée — et très peu d'entre elles ont participé aux séances plénières, aux commissions ou aux groupes de travail. La question des femmes n'y a même pas été évoquée concrètement. Hormis sa présence dans les commentaires des principaux porte-parole (masculins) durant les séances plénières, ou au cours des réunions de délégation pour élire les représentants ainsi que dans l'amendement à la déclaration de principe du LGNF souhaitant que le gouvernement local soit « non sexiste », la question des femmes n'a eu aucune incidence ni sur les délibérations du LGNF ni sur les recommandations finales de la Loi qui a été adoptée (4).

Une organisation de femmes qui n'a pas pu satisfaire aux critères d'admission du LGNF écrivait dans sa demande : « *Nous craignons qu'il n'y ait pas assez de femmes participant à ces travaux. Il est possible que des questions avec lesquelles les femmes sont plus familiarisées que les hommes soit négligées. Le développement local requiert la contribution de femmes, en interaction avec des hommes, pour que des changements profonds aient lieu.* » (5)

Une plus grande préoccupation pour les implications de la question des femmes sur la législation aurait pu donner lieu à l'adoption d'une certaine représentation des femmes afin de superviser la mise en place de la Loi, ou au moins mettre en évidence le côté biaisé du système de représentation partielle par circonscriptions qui a été finalement adopté.

LA QUESTION DES FEMMES

Chaque parti se devait de veiller à ce qu'il y ait un nombre suffisant de femmes dans les structures de gouvernement local, en décidant de façon interne de la participation féminine à ses listes de candidats — dans le cas de l'ANC, la Ligue des femmes de l'ANC a mené une dure bataille pour arracher le quota de 30 % de présence féminine dans les représentations. Pourtant, l'expérience des Conseils locaux de transition (TLC) n'est pas très encourageante. Dans un système électoral basé partiellement sur les circonscriptions, alors qu'aucun parti n'a su se confronter à la question des sexes (et pas seulement celle de la participation féminine) il est probable que les préoccupations des femmes seront absentes des conseils et de la bureaucratie locale, à moins que les organisations de femmes n'y mettent bon ordre.

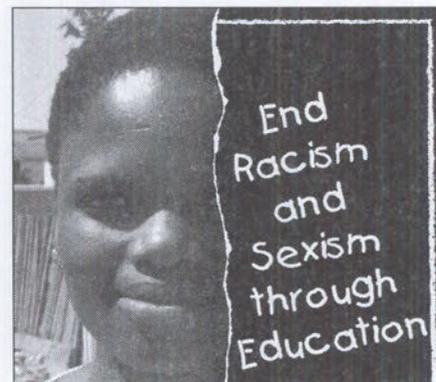
Le système de scrutin par circonscrip-

tion va probablement produire une représentation principalement masculine, parce qu'aujourd'hui les organisations politiques locales sont dominées par les hommes et que la politique est considérée comme une préoccupation essentiellement masculine. SANCO, l'organisation majoritaire dans le LGNF, a été fortement critiquée pour le côté exclusivement masculin de ses structures locales et nationales. S'il est vrai que des dirigeants de premier plan de l'organisation ont pris ces critiques au sérieux, quelques discours faits depuis les tribunes ne seront pas suffisants pour que les choses changent vraiment. [...]

Connaître la nature du compromis conclu dans le LGNF est important pour comprendre pourquoi la place des femmes en terme de représentation dans les conseils locaux, n'augmentera probablement pas durant la phase de transition. Les stratégies de « partage du pouvoir » (entre l'ANC et le Parti national, ndlr) au niveau local sont complexes. Le compromis qui est inscrit dans le décret de loi a utilisé la structure urbaine de l'apartheid pour créer des conseils dans lesquels la représentation des Blancs est disproportionnée. En plus de toutes les contraintes inscrites dans les accords sur des questions-clé pour le développement (les finances ou la planification urbaine par exemple), la population blanche de la plupart des villes va disposer d'un droit de veto potentiellement rédhibitoire pour de nombreuses décisions des nouveaux gouvernements locaux.

Les exigences antidémocratiques sur le vote « censitaire » (basé sur la propriété foncière ou industrielle) ont été repoussées au nom du « gouvernement d'unité locale » — et ce, même si le gouvernement a essayé d'inscrire un amendement dans ce sens jusqu'à l'étape finale de rédaction de la Loi. Mais les demandes d'exceptions locales, accordées pour apaiser les négociateurs récalcitrants des partis conservateurs et les représentants du gouvernement au LGNF, signifient que très peu de changements interviendraient dans les endroits où les structures en place ne veulent pas céder leur pouvoir. L'accord sur l'étape intérimaire (une longue période de cinq ans durant laquelle le Gouvernement d'unité nationale doit négocier une Constitution pour le pays) consacre un sérieux compromis sur la question de la représentation raciale dans le gouvernement local. Étant donnée l'absence de sensibilité de la plupart des partis blancs sur la question de l'égalité, le compromis racial va également avoir des répercussions sur la représentation des femmes et sur la possibilité de mettre en place des politiques locales de développement qui prennent en compte cette dimension. Alors que, dans le passé, les femmes étaient plus impliquées dans les conseils locaux blancs que dans les struc-

DOSSIER :
AFRIQUE DU SUD
FEMMES EN MOUVEMENT

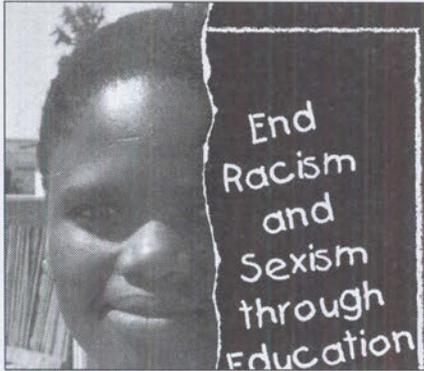


tures politiques nationales, le fait que les possibilités de participation des partis blancs aux parlements régionaux et national soit réduites risque de provoquer l'éviction de ces femmes des gouvernements locaux au profit d'hommes politiques plus en vue.

A Port Elizabeth, les structures locales de l'alliance (autour de l'ANC) n'ont élu directement qu'une moitié de leurs représentants au TLC, et seules deux femmes ont alors été élues. Cinq autres femmes ont été nommées dans l'autre moitié de la représentation de l'alliance ; ces nominations étaient destinées selon la direction à permettre la représentation de différents secteurs de l'alliance et à assurer l'équilibre du Conseil en terme de race, de compétences et de sexe. Quoi qu'il en soit, la conséquence de cette stratégie compliquée est qu'il n'y avait que sept femmes sur les cinquante représentants. Ce qui est en contradiction totale avec l'engagement de l'ANC de garantir un tiers de représentation aux femmes. Ceci combiné avec l'écrasante majorité d'hommes dans le groupe gouvernemental du TLC, signifie que ce conseil intérimaire ne constituait pas une bonne nouvelle pour les femmes en terme de représentation formelle.

4) Moses Mayekiso, affirmait dans ses remarques préliminaires au LGNF, le 22 mars 1993 : « *Nous devons ensuite nous assurer que davantage de femmes participent au processus de restructuration du gouvernement local en Afrique du Sud. En regardant autour de moi, je constate qu'à cet égard beaucoup de travail reste à faire par toutes les parties prenantes de ce forum. Mais, plus que par une participation au processus de négociation, nous devons faire en sorte que les femmes soient centralement impliquées dans la gestion du gouvernement local lui-même.* »

5) Lettre du Women's Lobby à Dirk Strydom, vice-président de l'Autorité pour le développement local, datée du 19 mars 1993.



Pourtant, le cas de Port Elizabeth est intéressant parce qu'il montre comment, malgré une faible représentation des femmes dans ces conseils, la question de l'égalité peu néanmoins être efficacement prise en compte. La conseillère Sureshni Moodliar et d'autres femmes se sont battues pour que ce soit une préoccupation constante du plan de développement de la ville.

Il était effectivement difficile aux représentants d'un parti qui prône verbalement la lutte contre le machisme, de refuser les initiatives interrogeant la politique du conseil en terme de sexes. Bien que Port Elizabeth soit un cas particulier par rapport aux autres grandes villes dans lesquelles l'ANC dispose (pour l'instant) de la majorité absolue dans le conseil local, il y a des leçons générales intéressantes à tirer. Comme par exemple, le besoin d'un mécanisme pour soutenir et coordonner les initiatives des femmes au niveau des gouvernements locaux. Comme l'affirme S. Moodliar, « *il y a un besoin de coordination (...) dans un cadre de travail national (...) parce qu'on a l'impression d'être très isolées et très seules dans notre bataille.* » (6)

Une commission sur l'égalité a été mise sur pied par le Conseil de Port Elizabeth pour rendre ses décisions politiques plus sensibles à ce sujet. Un comité pour l'affirmation positive traitera de la place des femmes dans la politique d'embauche de l'administration du conseil. Malgré les résistances initiales des hommes du Conseil, il semble que la réflexion critique sur la question des femmes se répande au-delà du groupe de militantes. S. Moodliar

remarque que : « *si l'on soulève une question liée au sexe, il n'y a pas de contradiction ni de débat autour, cela ne soulève pratiquement pas d'intérêt. Il y a toujours des sourires après-coup et le résultat de la discussion est invariablement : "D'accord, allons-y!"* ». Cela est dû au fait que, hormis leurs propres préjugés, ces hommes ne sont tout simplement pas informés. Ils préféreraient ne pas essayer de comprendre. Je pense néanmoins qu'il y a une lente prise de conscience des gens qui siègent au Conseil. Aussi, plus souvent vous abordez le sujet, plus cela commence à avoir un impact. Quelques hommes commencent à soulever le problème de la représentation des sexes dès que l'on désigne une commission ou un groupe de travail ad hoc. Que ce soit des hommes qui en parlent, voilà qui est intéressant ! »

OUVRIR DES CANAUX DE COMMUNICATION

Un des aspects importants dans la réflexion d'un tel groupe de femmes est qu'il faut sans cesse établir des relations entre le Conseil et les femmes de la communauté. De tels liens pourraient permettre aux femmes d'être mieux informées sur les services et les prestations qui sont à leur disposition, et aussi de s'assurer que leurs voix sont entendues dans le gouvernement local et sur les questions de développement. C'est une initiative intéressante car elle constitue une critique — allant dans le sens d'une planification tenant compte des « besoins » ou des intérêts réels — adressée à des représentants qui ont l'impression de connaître les préoccupations des femmes de leur ville.

Étant donné la complexité et l'hétérogénéité de la catégorie « femme », ce type d'expérience pourrait s'avérer très important pour contribuer à la transformation en cours des politiques locales et pour accroître leur sensibilité à la situation des femmes de localités particulières avec leurs spécificités. On peut faire le parallèle avec ce qui a eu lieu dans autres pays, tels que les Philippines et certains pays latino-américains, où on a tenté de maintenir des liens entre les organisations de femmes, les organisations non-gouvernementales et les administrations traitant de la question féminine à l'intérieur de l'État. Mais l'un des principaux obstacles à l'établissement de tels liens entre l'État et la société en Afrique du Sud est la relative faiblesse et la fragmentation des organisations de femmes. En l'absence d'un mouvement des femmes conséquent, d'autres canaux de communication devront être explorés.

Les représentantes dans les Conseils ont également pour tâche de débusquer toute discrimination en fonction du sexe dans les

législation ou politiques locales. Ce type d'activité prend énormément de temps et requiert des connaissances techniques et juridiques très particulières. Pour l'instant, il ne semble pas y avoir eu d'initiative nationale pour relayer les préoccupations qui restent locales. Il faut pousser à ce que des services de conseil et de recherche soient mis en place sur ces questions, tout spécialement pour explorer dans quelle mesure certaines modifications législatives ou politiques peuvent être obtenues par des lois votées au niveau national plutôt que de devoir dépendre de l'initiative individuelle au niveau local. Ainsi, tout programme de formation mis en place par les gouvernements locaux à l'usage de leurs conseillers devrait comprendre une composante spécifique sur la question des sexes.

NÉCESSAIRE MOBILISATION

Il y a un intérêt stratégique essentiel à ce qu'il y ait ne serait-ce qu'un petit nombre de femmes engagées dans les nouveaux conseils. Cela est encouragé par l'orientation politique de l'ANC et par le discours sur le développement qui domine actuellement comme en témoigne le Programme de reconstruction et de développement (RDP)(7) où la dimension des sexes est très présente et qui peut être utilisé de façon très pratique par les femmes des Conseils pour promouvoir les questions liées au sexe. Les organisations locales de femmes doivent se mobiliser pour s'assurer que les choses se passent bien ainsi.



6) Cette citation de S. Moodliar et la suivante sont extraites d'une interview qu'elle a accordée à l'auteur de l'article en avril 1995.

7) Sur le Programme de reconstruction et de développement, voir *Inprecor* 384 octobre 1994

5 femmes au Conseil

DOSSIER :
FEMMES
PALESTINIE
EN MOUVEMENT

Cet article est repris de News From Within, revue mensuelle du Centre d'information alternative à Jérusalem (1).

Par Eileen Kuttab *

IL EST ENCORE TROP TOT pour présenter une analyse approfondie des résultats des élections palestiniennes en raison des informations encore limitées sur le sujet. Toutefois, il est intéressant de faire des remarques préliminaires afin d'attirer l'attention sur certaines questions critiques qui devront être discutées et approfondies dans le futur. Une telle discussion pourrait offrir une première approche sur l'émergence de nouveaux modèles de pensées qui présideront à la formation d'une nouvelle carte politique palestinienne et à l'orientation du conseil législatif en matière de traitement des différentes questions nationales et démocratiques durant la période de transition qui nous sépare des négociations sur le statut final des territoires. Les élections palestiniennes du 20 janvier du président et du conseil de l'Autonomie constituent un véritable tournant dans l'histoire de la lutte nationale et démocratique du peuple palestinien. Le taux de participation au vote dans la bande de Gaza (Jérusalem comprise) et en Cisjordanie a été respectivement de 68 % et 87 %, du total des inscrits.

En dépit de la forte présence des forces d'occupation israélienne, qui a retardé le processus électoral à Jérusalem et à Hébron, le fort taux de participation au scrutin exprime l'adhésion du peuple palestinien aux principes de la souveraineté et de l'autodétermination.

Les nombreux secteurs de la société qui ont voté, y compris les femmes et les jeunes, ont montré leur haut niveau de conscience et leur sens des responsabilités en ce qui concerne la formation du futur système politique.

Ce fut le cas également d'une large frange de la base de l'opposition (Front populaire pour la libération de la Palestine, FPLP dirigé par Georges Habache et Front démocratique de libération de la Palestine dirigé par Naïf Hawatma) qui a choisi de

participer au scrutin malgré la décision de boycott passif prônée par la direction. Cette participation voulait permettre la promotion de candidats susceptibles de jouer un rôle important pour améliorer le résultat des négociations du soi-disant statut final.

Quant aux élections présidentielles, Arafat a eu 88 % des votes et Samiha Khalil, figure nationaliste de longue date et seule candidate opposée à Arafat, environ 10 %. Plus de 50 % des votants ont choisi la liste officielle du Fath désignée par Arafat lui-même. Assurément, cela légitime l'hégémonie de l'Autorité palestinienne. Signalons par ailleurs que le vote oppositional s'est porté sur les candidats susceptibles de promouvoir une législation garantissant un aboutissement démocratique des luttes et le développement d'une société civile démocratique.

La large désaffection des votants pour les partis de l'opposition s'explique par leur désaccord avec la direction de ces partis sur la question du boycott des élections. Certes, la consigne de boycott traduisait une adhésion aux objectifs de l'opposition mais elle en même temps inconcevable et non réaliste. En plus, elle a été perçue comme une expression de la nature bureaucratique de la direction. A Jérusalem, les opposants ont voté pour s'opposer à l'occupation israélienne et revendiquer la souveraineté de leur ville.

LES ÉLECTIONS ET LES FEMMES

Comme prévu, la participation des femmes aux élections a été très large (environ 42 % des votants). Cela traduit l'importance accordée par les femmes palestiniennes à leur participation au processus qui va déterminer la future composition du Conseil ainsi que leur détermination à continuer à jouer un rôle effectif dans la construction de leur société.

Sur plus de 700 candidats au Conseil il n'y avait que 28 femmes, soit 4 %. Sans nul doute ce pourcentage ne représente ni le haut niveau de participation des femmes palestiniennes dans la lutte nationale, ni même leur poids démographique dans la société. Seules 5 femmes siègent au Conseil. Cela s'explique par les faits

suivant :

1- le statut d'infériorité des femmes et leur faible représentation dans le processus de prise de décision au sein de tous les partis sans exception. Parallèlement, les femmes dans les partis politiques ne disposent pas d'un plan d'action clair pour changer et améliorer leur situation. Cette faiblesse est due à la difficile articulation entre libération nationale et libération sociale. La priorité constante accordée à la lutte nationale rend difficile pour les femmes d'initier un front au sein de leur parti pour la prise en charge de la question des femmes. Les femmes candidates n'ont pas bénéficié du soutien de leur parti politique et certaines d'entre elles ont été forcées de se désister en faveur de candidats hommes ;

2- le mouvement des femmes s'est divisé sur la question de la participation aux élections, ce qui a rendu difficile la réalisation d'un consensus sur les différentes options. A titre d'exemple, la revendication des quotas a été soulevée dans le mouvement, néanmoins aucune décision n'a été prise parce que les femmes étaient préoccupées par la question de la participation aux élections ;

3- le caractère traditionnel de la société palestinienne ne facilite point la présentation des femmes aux élections ;

4- le système électoral des circonscriptions multiples ne facilite guère le succès des femmes candidates ;

5- les charges financières constituent un obstacle à la candidature des femmes indépendantes ;

6- certains candidats ont eu recours à leur clan pour promouvoir leur candidature. Pour les femmes cette institution traditionnelle ne peut pas être exploitée de la même façon.



* Eileen Kuttab est militante de l'opposition palestinienne de gauche et coordinatrice de Women's Studies Center à L'Université de Birzeit.

1) Alternative Information Center : Tel.972 2 241159.
Fax : 253151 ; Email « aic@baraka.org.Bethlehem ».

Du pain sur la planche

Rosa Mosna est membre de la direction du syndicat de l'Éducation nationale dans l'État de Rio Grande do Sul, membre de la direction de Démocratie socialiste (Section brésilienne de la Quatrième internationale) et militante du PT. Lors de son récent passage en Europe elle a accepté de répondre brièvement à nos questions.

Propos recueillis par Penny Duggan

Inprecor : En tant que membre de la direction du syndicat des enseignants peux-tu nous décrire brièvement comment le syndicat prend en charge la question des femmes ?

Le secteur de l'éducation nationale dans l'État de Rio Grande do Sul regroupe 130 000 employés dont 87 000 sont syndiqués, le taux de syndicalisation des femmes est de 70 %. Bien que le niveau culturel du syndicat de l'enseignement soit élevé, la majorité du personnel est peu politisée. Nous sommes 13 syndicalistes à prendre en charge la question femme au niveau de tout l'État (environ la superficie de la France) dont quatre sont dans la direction du secteur de l'éducation nationale. Nous pensons qu'il est fondamental de développer un travail dans les écoles en direction des enfants, des jeunes, des parents et surtout des mères qui sont très présentes à la maternelle ainsi qu'à l'école primaire. Notre démarche consiste à expliquer aux mères que les femmes qui n'ont pas pris conscience de leur condition spécifique de femme, reproduisent et perpétuent leur propre domination.

Notre activité syndicale est très étendue et le néolibéralisme ne fait que la renforcer, un nouveau projet de privatisation de l'enseignement vient d'être approuvé par le gouvernement, ce qui nous empêche de rester mobilisés uniquement sur les questions

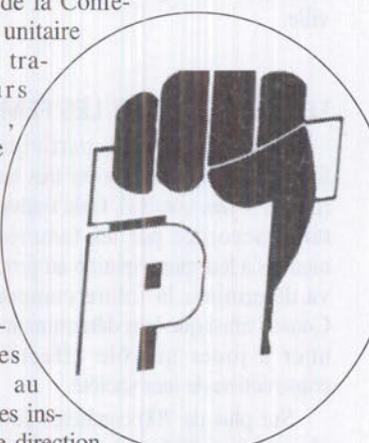
spécifiques. Notre lutte est très difficile et exige de nous une articulation des revendications spécifiques aux femmes avec les revendications propres à l'ensemble du secteur.

Comment le mouvement ouvrier brésilien prend-il en charge aujourd'hui la question des femmes ?

Sur cette question le mouvement ouvrier est en train d'opérer une évolution certes lente mais réelle. Lors du dernier congrès de la Confédération unitaire des travailleurs (CUT, proche du PT), qui s'est tenue en 1994 le principe des quotas au niveau des instances de direction fut adopté. La question des quotas ne se pose pas dans le secteur de l'enseignement de l'État de Rio Grande do Sul dans la mesure où les femmes y sont majoritaires (sur les 13 membres 7 sont des femmes). Bien évidemment, les quotas représentent une

mesure artificielle mais sans aucun doute nécessaire pour permettre aux femmes d'accéder aux postes de responsabilités syndicales et aux hommes de remettre en cause leur comportement. La question des quotas ne fait pas l'unanimité au sein de la CUT, ni d'ailleurs du PT. Des réticences se sont exprimées, souvent par les femmes elles-mêmes. L'adoption des quotas est un pas positif dans le long processus d'évolution du mouvement ouvrier sur la question des femmes.

Au niveau du PT nous avons du pain sur la planche. Lors de la dernière conférence (10^e congrès du PT fin 1995), la majorité des forums étaient dirigés par des hommes, les femmes étaient certes présentes à la tribune mais comme « auxiliaires » des travaux et non pas dirigeantes. Les quotas sont appliqués au PT, mais cela ne dispense pas les femmes de lutter quotidiennement pour imposer leur propre espace au sein de notre parti. L'une de nos faiblesses est que certaines copines qui se réclament du féminisme au sein du PT sont très peu engagées dans une intervention féministe à l'extérieur du parti notamment en matière de revendications spécifiques, de lutte contre les rapports de domination, etc. Cette critique fut avancée par plusieurs d'entre nous lors du dernier congrès.



Michel Pablo est mort (1911-1996)

Par Livio Maitan

Rome, 20 février 1996.

LORSQU'ON DOIT ACCOMPLIR la tâche douloureuse d'honorer la mémoire d'un militant dont on vient d'apprendre la disparition et qu'il faille le faire dans le cadre contraignant d'une échéance rapprochée, le risque est grand soit d'avoir recours à des formules conventionnelles, soit de céder à la tentation d'esquisser des appréciations un peu somnambules. C'est un risque qu'il faut absolument éviter dans le cas d'un homme comme Michel Raptis qui a consacré toute sa vie à la cause révolutionnaire et donné pendant de longues années une contribution déterminante à l'élaboration politique et théorique ainsi qu'à l'activité d'une organisation comme la Quatrième Internationale.

Michel Raptis, né en 1911, s'est engagé encore très jeune dans les luttes du mouvement ouvrier grec et, dès le début des années 30, a joué un rôle de premier plan dans la construction d'organisations anticapitalistes et antistalinienne en collaboration avec Pantelis Pouliopoulos, le dirigeant marxiste révolutionnaire lucide et courageux qui sera fusillé en 1943 par les fascistes italiens. Il a connu, à plusieurs reprises, les prisons de son pays et a été obligé par la suite de passer une grande partie de sa vie en exil, notamment en France. Dans ce pays il participa en septembre 1938, sous le pseudonyme de Speros, au Congrès de fondation de la Quatrième Internationale et il y séjourna pendant l'occupation nazie en s'engageant dans un combat clandestin extrêmement dangereux pour la réorganisation en Europe du mouvement trotskyste durement frappé par la répression. C'est justement dans cette période qu'il a commencé à jouer dans l'Internationale ce rôle majeur de dirigeant qu'il devait maintenir pendant environ deux décennies.

DEPUIS 1948 ET JUSQU'EN JUIN 1960, en tant que membre du même organisme, le Secrétariat International, j'ai eu la possibilité de connaître de très près l'activité de Michel, de suivre son évolution et d'apprécier, dans des rapports fraternels, toutes ses qualités. Chacun de nous est tributaire de plusieurs camarades et amis pour sa propre formation et les choix importants de sa vie. En ce qui me concerne, je ne peux que confirmer, plus de trente ans après, avoir beaucoup appris de Michel Raptis, tout en étant parfois en désaccord avec lui. Selon moi c'est justement dans les années 50 qu'il a exprimé au mieux ses qualités, notamment sa capacité à saisir rapidement l'essentiel de situations qui étaient en train de changer et de comprendre quand il fallait rectifier le tir, voire opérer des tournants, ainsi que sa volonté de traduire dans la pratique sans hésitation ni louvoiement les conclusions d'analyses et de généralisations nouvelles. Pour donner quelques exemples, c'est incontestablement Michel qui a été l'un des premiers à souligner toute la portée de la rupture entre Staline et la Yougoslavie, à apporter une mise au point nécessaire au moment de la guerre de Corée, en rejetant toute attitude d'équidistance entre les deux parties concernées, à analyser la dynamique de la nouvelle situation mondiale, à aider les marxistes révolutionnaires à comprendre la signification des mouvements populistes en Amérique Latine, dont le péronisme argentin. C'est lui qui avait mis l'accent depuis 1951-1952 sur la nécessité pour les militants révolutionnaires d'éviter toute dérive propagandiste, notamment en Europe capitaliste, en prônant une orientation « entriste » dans les partis communistes à

l'époque profondément stalinisée, en d'autres termes, une politique permettant de ne pas se séparer du mouvement ouvrier réel et d'en saisir et exploiter de l'intérieur les contradictions susceptibles de mûrir. C'est encore grâce à sa contribution que la Quatrième Internationale a été capable d'esquisser très rapidement une analyse correcte des changements qui se produisaient en Union Soviétique depuis la mort de Staline (voir à ce sujet l'éditorial du numéro d'avril 1953 de la revue *Quatrième Internationale*). Finalement, c'est lui qui, dans la deuxième moitié des années 50, a insisté le plus, dans ses articles et dans ses rapports, sur l'importance capitale de la nouvelle montée de la révolution coloniale, même au prix de sous-estimer à un moment donné, selon nous, les potentialités du mouvement ouvrier dans certains pays européens.

SES ÉCRITS LES PLUS SIGNIFICATIFS remontent à la même période. Rappelons notamment ses très nombreux articles dans les organes de presse de l'Internationale, surtout dans *Quatrième Internationale*, (signés le plus souvent M. Pablo ou Jean-Paul Martin), sa contribution à l'histoire de la Quatrième Internationale vingt ans après sa fondation, ses rapports aux congrès mondiaux et aux sessions du Comité exécutif international. Rappelons aussi ses livres : *Capitalisme ou socialisme, la guerre qui vient* (1952) ; *Dictature du prolétariat, démocratie, socialisme* (1957) ; *Impressions et problèmes de la révolution algérienne* (1962). Mentionnons également un texte sur la libération de la femme (mai 1960), que des lecteurs et surtout des lectrices pourront maintenant, après plus d'un quart de siècle de réflexions et initiatives féministes, juger en partie obsolète et critiquable, mais qui a eu le mérite de soulever pour la première fois dans les rangs des marxistes révolutionnaires une série de problèmes cruciaux.

Depuis le début, Michel s'était engagé directement dans une solidarité militante multiple avec la révolution algérienne. En juin 1960, il fut arrêté à Amsterdam avec Sal Santen, à l'époque membre du Secrétariat International, et accusé d'avoir préparé des faux papiers et fabriqué de la fausse monnaie. Tout au long de sa détention et au moment du procès en 1961, une très large campagne de solidarité se développa dans le monde entier, notamment sur la base d'un appel lancé par Jean-Paul Sartre et signé, entre autres, par Simone Beauvoir et l'écrivain brésilien Jorge Amado. Condamné finalement à 15 mois de prison et libéré après le procès, Michel se réfugia au Maroc et ensuite, après la victoire de la révolution, gagna l'Algérie, où il collabora avec le gouvernement d'Ahmed Ben Bella. A sa libération, il avait réintégré les organismes de direction de la Quatrième Internationale. En 1963, il participa au congrès de réunification de l'Internationale : son rapport sur la révolution algérienne, approuvé par les délégués, fut un moment fort du congrès. Toutefois, des ressorts s'étaient brisés : Michel entreprit une bataille minoritaire qui déboucha en 1964-1965 sur une rupture, à la suite de laquelle il mènera pendant plus de deux décennies un combat en tant que dirigeant d'un courant marxiste révolutionnaire en dehors de nos rangs. Il y a quelques années, il a voulu rentrer, avec son courant, dans la Quatrième Internationale, dont il n'avait jamais renié la signification historique. Un accord était même intervenu, mais pour différentes raisons, dont la situa-

tion du mouvement marxiste révolutionnaire en Grèce et des divergences importantes sur l'attitude à prendre face à la guerre dans l'ancienne Yougoslavie, cet accord n'a pu entraîner son retour chez nous. Ce sera la tâche des historiens du mouvement ouvrier international de porter un jugement sur l'activité et l'œuvre de Michel Raptis, de même que sur

l'apport de tous ceux et toutes celles qui ont participé à l'entreprise commune qui a été et reste la nôtre. A l'heure actuelle, nous ne pouvons que réaffirmer, pour notre part, que nous n'oublierons pas sa contribution infatigable au combat révolutionnaire.



Garder le meilleur souvenir

Tassos Anastassiadis

Athènes, 22 février 1996.

C'EST EN BUVANT SON CAFÉ, avec des amis, sur une place athénienne que le grand révolutionnaire Mihalis Raptis, mondialement connu comme Michel Pablo, mourra soudainement et paisiblement. En contraste avec sa vie turbulente dans ce 20^e siècle tourmenté et en contraste avec son activité politique débordante jusqu'à sa dernière minute, comme en témoignent ses efforts pendant les dernières années pour l'organisation de la solidarité avec les peuples d'Irak, de Libye et de Cuba condamnés par la violence impérialiste. Lui-même avait récemment déclaré, dans une interview qu'il sentait la fin proche mais qu'il considérait que son long voyage en avait mérité la peine : en effet, cet homme imposant par sa stature intellectuelle et militante, mais aussi par sa force de caractère, n'a pas arrêté de lutter pour l'émancipation de tous les opprimés et contre toutes les formes d'oppression et d'injustice. Indiscutablement, il fut une figure imminente dans notre propre mouvement international qu'il a marqué de façon décisive surtout pendant les années noires de l'Europe sous l'occupation nazie et dans l'immédiat après guerre. Les couronnes de fleurs et les messages à son enterrement à Athènes, venus de tous les coins du monde, de plusieurs mouvements, partis et amis de gauche, témoignent de l'envergure de ce révolutionnaire sincère, de cet humaniste cosmopolite, de cet homme d'action autant que d'analyses. Par son itinéraire, par son humanisme révolutionnaire, Pablo n'avait pas de liaison privilégiée avec son pays d'origine. Né en 1911 à Alexandrie, en Egypte, dans cette communauté grecque dont un autre membre, le poète Kavafis, avait exalté l'esprit de l'homme en quête d'une Ithaque qui donne un sens à sa vie, Raptis a voulu par sa vie concentrer l'universel sur l'émancipation sociale partout sur la planète. Il fait ses études d'ingénieur à l'Ecole Polytechnique d'Athènes où il intègre le mouvement ouvrier, dans les rangs archéomarxistes d'abord, trotskystes ensuite.

Mais vite il abandonne ce pays en plein bouleversements politiques, économiques et sociaux avec des millions de réfugiés arrivés d'Asie mineure et qui constitueront la matière première de la réorganisation du mouvement grec, quand envoyé en tant que représentant de la section grecque au 1^{er} congrès mondiale de la Quatrième internationale, il se trouve exilé par la dictature d'abord, la guerre impérialiste ensuite. Dès lors, avec toutes ses forces, il va participer à tous les mouvements de soutien auxquels l'Internationale (dont il deviendra le secrétaire pour vingt ans) participe concernant les pays arabes, l'Amérique latine, les pays de l'Est, l'Asie et également l'Europe. En Grèce il vient clandestinement assister au congrès de réunification de 1946 (qui a eu lieu en pleine guerre civile), puis il repasse par Athènes pour quelques jours dans les années 60, juste avant la dictature des colonels. En fait, il ne reviendra s'installer plus ou moins définitivement dans cet Athènes, qu'il avait quittée pendant les années 30, seulement après la chute des colonels, c'est-à-dire dans les années 70. Entre temps bien sûr, il a constamment gardé tous les contacts et il a essayé de contribuer aux luttes du peuple grec, notamment pendant la dictature. C'est à cette occasion qu'il est entré en relations avec tous les mouvements et organisations dits de « résistance », comme par exemple le PAK (ancêtre du PASOK-PS grec actuellement au pouvoir) de Andreas Papandreou. Or, le pays qu'il

avait quitté quarante ans auparavant ne pouvait plus être une Ithaque sublimée. Entrée depuis déjà longtemps à grande vitesse dans l'ère de la réorganisation capitaliste, au cours de l'onde longue dépressive qui dure depuis vingt ans, la Grèce de sa jeunesse, celle certes de la misère mais aussi de l'humanité et du jeune mouvement ouvrier, était à jamais perdue. Bien sûr la perspective du grand révolutionnaire, avec son expérience énorme, ne pouvait se permettre d'absoudre la barbarie moderne : je voyais le camarade Pablo s'insurger devant les divers aspects de la dégradation de la vie politique, mais aussi sociale, que cette société accumulait au fur et à mesure précisément de sa modernisation capitaliste et libérale. Mais je crois qu'au fond, sa vraie angoisse devant la nudité de l'agressivité inadmissible de cet Ithaque mythique explique en partie, tout au moins, les divergences qui nous ont séparées ces dernières années.

EN EFFET, BIEN AVANT DE FAIRE CONNAITRE sa décision de se rapprocher de notre organisation internationale, dont il s'était éloigné pendant les années 60, nous avons travaillé ensemble dès le début des années 80, tout au moins en Grèce, où il vivait lui-même, constatant nos convergences programmatiques réelles. Or, au moment où sa décision était prise, nous nous sommes soudainement heurtés sur la question brûlante de cette Ithaque balkanique, à savoir la montée du nationalisme grec. De là, à mon avis découlaient les autres divergences annexes, bien qu'importantes, surtout en Grèce, comme l'appréciation de la guerre en Bosnie, du rôle de la Turquie dans la région, etc. qui ont compliqué infiniment, jusqu'à la rupture, notre effort commun pour une gauche nouvelle, socialiste, révolutionnaire, féministe et écologiste en Grèce.

Le grand analyste sentait bien le danger mais n'a pas su tout à fait s'en prémunir dans un climat d'hystérie nationaliste, orchestré par les cercles les plus réactionnaires en quête de construction d'un arc « orthodoxe » contre les « ennemis de toujours » « islamistes et papistes ». Toute équivoque pouvait avoir des répercussions dangereuses. Ithaque s'est vengée de ce cosmopolite humaniste et révolutionnaire en le transformant, à titre posthume, en héros « national ». Les funérailles de Raptis eurent ce double aspect, pour nous très douloureux mais réel : une cohorte de ministres et d'ambassadeurs à côté de militants trotskystes, anarchistes ou autres. Mais ce n'est pas la première fois dans l'histoire et de telles opérations étatiques et médiatiques de récupération sont peut-être le destin de tous les grands hommes. C'est le moyen sûr pour les neutraliser. Or, pour nous, ce ne sont pas les messages des généraux serbo-bosniaque Mladic et autres hypocrites qui peuvent nous empêcher de saluer notre Pablo : celui qui a combattu inlassablement, pendant sa vie entière, toute forme d'oppression, y compris et surtout nationale, l'Algérie en témoigne. Nous garderons le meilleur souvenir de ce révolutionnaire paisible, de ce théoricien dans l'action, de ce chercheur de l'émancipation sociale.



Appel mondial : BM, FMI, OMC : ça suffit !



DES LES ANNÉES 70, la Banque mondiale et le FMI ont considéré que les effets négatifs de l'explosion de l'endettement du Tiers monde (et des pays dudit « camp socialiste » de l'époque) seraient annihilés par la croissance

des revenus d'exportation obtenus par les pays du Tiers monde d'une production résolument tournée vers le marché mondial.

Systématiquement, ces deux institutions ont affirmé que les prix des matières premières allaient rester stables ou augmenter. L'ensemble de leurs projections s'est révélé faux. Pourtant dans leurs travaux les plus récents, ces institutions financières persévèrent dans leurs erreurs.

En effet, l'hypothèse de base (établie en 1995) pour les 10 années à venir, repose sur trois pronostics : primo, une croissance des exportations de 6 % pour les pays en « développement », secundo, 3 % d'inflation du dollar, tertio, le prix réel des exportations des pays en « développement », entre autres celui des matières premières, resterait stable.

Or, d'après leurs propres estimations, le prix d'une série de produits d'exportations des pays en développement va baisser. C'est le cas du café, du coton, de la banane, du sucre, des crevettes, du thé, du cuivre, du riz, de la bauxite, etc. Rien que la baisse du prix du café va représenter un nouveau drame pour le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. La Banque mondiale et le FMI prévoient une baisse de 21 % du prix du café sur dix ans. Or le café représente 53 % des exportations du Rwanda, 54 % de celles du Burundi, 66 % de celles de l'Ouganda.

Dans ce dernier pays, considéré comme un bon élève de la BM et du FMI, en 1994, 2,5 US\$ étaient dépensés par habitant pour la santé contre 30 US\$ (également par tête d'habitant) pour le remboursement de la dette extérieure.

L'Éthiopie sera elle-même touchée de plein fouet par la baisse du prix du café qui représente 57 % de ses exportations. La Tanzanie sera touchée par l'effet conjoint de la baisse des prix du café et du coton qui

représentent respectivement 24 et 18 % de ses exportations. La Zambie quant à elle, sera mise à genou par la chute du prix du cuivre qui constitue 77 % de ses exportations. Et le cycle infernal reprendra de plus belle : face à la chute des prix d'exportations, les pays concernés devront recourir à de nouveaux emprunts en raison du service de la dette : leur sujétion aux institutions financières multilatérales augmentera par la même occasion.

Ce qui est effarant, c'est que ces institutions puissent paraître un tant soit peu sérieuses dans les milieux politiques, économiques et financiers en accumulant de telles contradictions (en fait, de tels mensonges) dans leurs politiques.

SOLIDAIRES FACE AU G7-LYON 1996

La préparation du contre-sommet de juin 1996 à Lyon s'est accélérée le week-end des 16-17-18 février 1996 à Paris. Après un meeting de lancement le vendredi soir, où ont participé environ 200 personnes, les ateliers et séances plénières des samedi et dimanche ont commencé à élaborer collectivement le contenu et l'organisation du contre-sommet qui aura lieu les 21, 22 et 23 juin 1996 à Lyon. Des débats parfois un peu mouvementés (le temps commence à presser et beaucoup de choses restent à organiser) mais une volonté commune de créer un événement où « les Autres voix de la planète » se manifesteront en rupture avec les politiques du G7 au Nord, au Sud et à l'Est.

Ce sera un lieu de convergence extraordinaire puisque c'est là qu'aboutira également la marche de « AC ».

LILLE 1996

Une avant-première aura lieu à Lille les 30 et 31 mars quand les ministres de l'Emploi et des Finances du G7 se réuniront pour préparer le sommet de juin. Un collectif lillois se constitue déjà. C'est indispensable : les documents préparatoires du G7 témoignent d'un cynisme absolu et exigent une riposte immédiate : « La conférence de Lille s'inscrit dans un effort de longue haleine visant à redonner confiance et espoir à des opinions publiques progressivement gagnées par le découragement et la crainte de l'avenir (et pour cause !) et à ren-

forcer leur capacité d'adaptation au changement (voilà le fond de l'affaire !). La conférence doit s'efforcer de rétablir la crédibilité des politiques de lutte contre le chômage et la pauvreté, en démontrant que l'amélioration de la situation de l'emploi est aujourd'hui au cœur des stratégies du G7 (...). Il s'agit donc en fait d'une opération de « public relations » destinée à redorer le blason de l'institution plutôt que de s'attaquer réellement au chômage devenu structurel. La région de Lille et les régions proches de la Belgique sont à ce titre un bel exemple du désastre organisé par le G7.

Pour être tenu au courant de l'évolution de la campagne, de toutes les initiatives prises par des collectifs régionaux, du niveau de la préparation de Lyon 1996, un bulletin « 4 pages » de campagne paraîtra tous les quinze jours. On peut l'obtenir en prenant contact avec le CEDETIM (1).

UN LIVRE DEDICACÉ PAR RICCARDO PETRELLA

Nous signalons la deuxième édition du dossier du CADTM « BM/FMI/OMC : ça suffit ! » (II) sous forme de livre. « Face à l'esprit du temps prônant la totale sujétion aux intérêts financiers et marchands des puissants de ce monde, l'analyse rigoureuse et précise d'Eric Toussaint et de ses collègues, constitue un espoir majeur pour l'avenir : il y a encore de l'espace pour la « révolte », pour ceux qui — et ils sont centaines de millions — ont l'envie de construire un autre futur. C'est cela « 50 ans, ça suffit ! » (Riccardo Petrella, président du Groupe de Lisbonne).

Ce livre est disponible à la Librairie La Brèche : 9, rue de Tunis, 75011 Paris, ou peut être commandé au siège du CADTM, 29, rue Plantin, 1 070 Bruxelles en y envoyant un chèque de 110 FF (port inclus) émis à l'ordre de PECCI.

1) CEDETIM : 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris. Tel (1) 43 71 09 11. Permanences téléphoniques les lundis et mercredis de 17 à 19h.



Allemagne

4^e congrès du PDS

Angela Klein, membre de l'organisation Association pour une politique socialiste (VSP), rédactrice en chef de son organe SoZ (journal socialiste) et militante de longue date de la Quatrième internationale, était déléguée au congrès du Parti du socialisme démocratique (PDS) pour le groupe Kreuzberg du PDS (Berlin Ouest). Manuel Kellner l'a interviewée pour *Inprecor*.

Inprecor : *Quel est le bilan général que tu tires du quatrième congrès du PDS tenu les 3 et 4 février à Magdeburg ?*

Angela Klein : Les 3 et 4 février s'est tenu, en fait, la deuxième partie du congrès du PDS, la première avait eu lieu en février 1995. Contrairement à la première partie, la deuxième partie du congrès a connu un renforcement du contrôle de la direction sur le déroulement de ses travaux et de ses débats. En février 1995, la direction sortante a présenté les « 10 thèses » et à la dernière minute les « 5 points de vue » pour se démarquer une fois de plus du stalinisme. En choisissant alors de s'attaquer en priorité à un des courants oppositionnels, la « Plate-forme communiste », accusée de stalinisme, la direction avait tenté de faire d'une pierre deux coups : gagner sa respectabilité démocratique et écarter tout anticapitalisme radical. Cette fois-ci, la direction avait préparé le congrès en présentant un document « sur les tâches » proposant des campagnes concrètes contre le chômage de masse, pour la défense des acquis sociaux, pour la défense des communes (leur budget et leur démocratisation) et contre l'intervention de l'armée allemande (la Bundeswehr) au niveau international.

Ce document, au ton habilement radical, fut présenté avant le congrès et explicitement ouvert au débat et aux amendements. Toutefois, la discussion du dernier congrès a été plus floue que celle de février 1995 ce qui a limité les possibilités d'apparition d'une opposition radicale. D'ailleurs, fait nouveau et peu positif : pour la première fois, le nombre de journalistes au congrès du PDS a dépassé celui des délégués. Ce qui a poussé dans une certaine mesure ces derniers à s'adresser dans leur intervention en priorité aux médias.

● **Si le document « sur les tâches » adopté lors du dernier congrès correspond dans une certaine mesure aux exigences de la situation actuelle, en quoi consisterait l'enjeu d'une « opposition radicale » ? S'agit-il d'une bataille stratégique ?**

La question stratégique, réforme ou révolution, ne se pose pas en terme de débat abstrait ou théorique. Le danger d'adaptation du PDS au système capitaliste est lié à sa pratique parlementaire dans les communes et les länders de l'ex-RDA où il s'appuie sur de bons résultats électoraux. Ce débat n'a pas été au centre des préoccupations du dernier congrès parce que la direction a su esquiver le problème. A titre d'exemple, à Sachsen-Anhalt, le PDS « tolère » le Parti social-démocrate (SPD), soutenant ainsi sa politique de gestion loyale de la crise capitaliste. Roland Claus, président

du PDS à Sachsen-Anhalt est allé jusqu'à déclarer, juste avant le congrès, qu'il faut envisager dès maintenant une coalition gouvernementale avec le SPD. Il est indispensable aujourd'hui de tirer le bilan de la politique de soutien au gouvernement ainsi que le bilan de la politique « adaptationniste » du PDS dans un certain nombre de communes.

● **La Plate-forme communiste n'articule-t-elle pas une critique systématique de cette tendance adaptationniste ?**

Non. La Plate-forme communiste se contente de présenter une critique, certes, correcte, mais abstraite contre la perspective de coalitions gouvernementales avec le SPD, sans soulever le problème de la logique d'adaptation dans les communes et la « tolérance » du SPD à Sachsen-Anhalt. Ce courant oppositionnel a de fait une démarche réformiste conforme à la logique du « programme minimum » et du « programme maximum ». En revanche, c'est le Groupe de travail (AG, regroupement de jeunes ouverts aux sympathisants) des « jeunes camarades » qui cristallise aujourd'hui le malaise face à la logique d'adaptation aux « contraintes objectives ». Lors du dernier congrès, ce courant n'a réussi qu'à imposer des amendements vagues, qui laissent la porte ouverte à l'interprétation droitiste des « praticiens » du parti.

● **Quels étaient les principaux amendements présentés au document « Sur les tâches » ?**

Deux amendements importants ont été adoptés. Le premier précise que le PDS se prononce contre toute intervention de l'armée allemande à l'étranger, y compris dans le cadre de l'ONU. Ceci va faciliter la bataille contre l'assouplissement de la position du PDS sur cette question notamment à l'égard du groupe parlementaire. Le deuxième complète la revendication de la réduction du temps de travail en précisant que celle-ci doit se faire avec compensation salariale intégrale.

Nos amendements portant sur la lutte contre l'Europe de Maastricht, sur la politique de construction du PDS à l'Ouest et sur l'articulation entre les tâches immédiates et la perspective socialiste ont été rejetés. Néanmoins, celui qui refuse la politique de construction du PDS à l'Ouest comme simple prolongement du PDS à l'Est a suscité un grand intérêt de la part d'un grand nombre de délégués. Ce qui va nous permettre de poursuivre le débat sur cette question.



Allemagne

Anatomie du « pacte social » à l'allemande

Sans aucun doute, la proposition du président de l'IG Metall, Klaus Zwickel, pour un « pacte pour l'emploi » (Bündnis für Arbeit), présentée lors de son discours du 1^{er} novembre 1995 au congrès de son syndicat, a eu une influence majeure sur le climat politique en Allemagne.

Par *Mannuel Kellner*
février 1996

KLAUS ZWICKEL TENAIT SON DISCOURS spectaculaire au congrès de l'IG Metall, après avoir été réélu comme président du syndicat 92,4 % des voix. Ses propositions ont, en effet, surpris tout le monde, y compris la direction du syndicat.

Voici le passage central de son discours : « *Maintenant, je veux parler de notre contribution pour l'avenir. Il s'agit d'une contribution qui pourrait faire animer le débat politique en matière de lutte contre le chômage. Au gouvernement fédéral, aux patrons et à leurs organisations je propose un pacte mutuel pour la création d'emplois, un pacte pour l'emploi. Ce pacte nécessite par conséquent un apport de notre part. Toutefois cet apport est conditionné. Il s'agit de donner et de recevoir. Ce pacte doit être appliqué par le gouvernement, le patronat et aussi par nous. Il implique également la nécessité de dresser un bilan.*

Si les entrepreneurs de la métallurgie garantissent pour une période de trois ans de :

- renoncer aux licenciements injustifiés,
- créer 300 000 nouveaux emplois,
- embaucher, en plus de cela, 30 000 chômeurs de longue durée,
- augmenter de 5 % par an les emplois de jeunes tout en assurant une formation professionnelle ;

et si le gouvernement fédéral s'engage à :

- renoncer à réduire les allocations de chômage et à introduire des critères plus sévères pour le droit aux allocations sociales ;
- introduire un règlement garantissant l'offre en matière de formation professionnelle à la hauteur de la demande existante ;
- imposer des amendes aux entreprises qui n'offrent pas ou trop peu d'emplois liés à la formation ;

alors dans ce cas je m'investirai pour négocier une convention collective en matière de salaires en 1997, qui s'oriente vers une

augmentation des prix et qui introduise des salaires en dessous des tarifs en vigueur pendant une durée déterminée pour les chômeurs de longue durée embauchés.

Chers amis, je sais qu'avec ces propositions je touche à des tabous et que je vais provoquer probablement des protestations. Toutefois, je veux avec le "pacte pour l'emploi" prouver notre engagement dans la lutte contre le chômage. Ainsi que tester les dispositions des politiques et du patronat ».

Même si cette proposition a suscité quelques réactions critiques ou indignées, les délégués ainsi que la majeure partie des syndicalistes actifs ont fini par accepter l'initiative de Klaus Zwickel.

A quels tabous avait-il donc touché ?

Premièrement, l'IG Metall et également la Fédération des syndicats allemands (DGB) avaient toujours rejeté l'argumentation du patronat qui expliquait le chômage par le niveau trop élevé des salaires. En acceptant d'assouplir les revendications salariales, Klaus Zwickel rejoint la logique patronale qui considère que la seule contribution des syndicats dans la lutte contre le chômage consiste à accepter la baisse des salaires réels. Inutile de signaler que ces derniers sont déjà en baisse quand on prend en compte toutes les pertes dues aux mesures antisociales du gouvernement.

Deuxièmement : les résolutions adoptées par le congrès avant l'intervention de Klaus Zwickel, réaffirment le rejet catégorique par l'IG Metall de toute tentative d'introduire des salaires transitoires en dessous des tarifs en vigueur. Klaus Zwickel par sa proposition remet en cause cet acquis.

Cependant, pourquoi la proposition de Klaus Zwickel, comme l'indiquaient certains sondages en décembre et janvier 1996, a-t-elle bénéficié de l'approbation de la majorité des syndiqués et des salariés.

La réponse est sans doute à chercher dans trois facteurs :

1- le mécontentement accumulé semble contenu par l'immobilisme total de la classe politique, ce qui explique aujourd'hui le soutien à ce pacte ;

2- l'absence totale d'une perspective de lutte syndicale pour inverser la vapeur sur l'emploi. Les mobilisations pour la semaine des 35h en 1984-1985 étaient les dernières en la matière. A l'époque, le mouvement syndical, avec les métallos et les imprimeurs comme fer de lance, avait mis en avant la réduction du temps de travail avec compensation salariale pour faire reculer le chômage. Ce mouvement avait obtenu une introduction, à petit pas, des 35 heures, mais en raison de la flexibilité de l'emploi son effet sur le chômage est resté marginal. Depuis lors, le mouvement syndical est resté sur la défensive aussi bien politiquement qu'idéologiquement ;

3- dans ce cadre, l'initiative de Klaus Zwickel est ressentie comme une tentative de reprendre le chemin de l'offensive. Les réactions qui ont suivi sa proposition semblent le confirmer.

LES RÉACTIONS

Dans un premier temps, les représentants du patronat ont réagi d'une façon très contradictoire. Les uns ont loué l'initiative, les autres ont dénoncé son insuffisance et sa démagogie. Les patrons ne se sont mis d'accord que pour se féliciter de l'alignement du syndicat sur leur explication du chômage qui l'attribue aux salaires élevés.

Face à la réaction du patronat les médias, y compris conservateurs et libéraux, ont critiqué les organisations patronales en les invitant à se saisir de l'initiative de Klaus Zwickel qui a osé remettre en cause les « dogmes syndicaux » et à faire de leur côté les concessions qui s'imposent.

Il allait de soi que Klaus Zwickel allait obtenir le soutien du SPD (social-démocratie). Par la suite, et sous la pression de l'opinion publique, non seulement l'ensemble des directions syndicales adoptait sa démarche, mais aussi le gouvernement CDU/CSU/FDP (conservateurs, chrétiens et libéraux) et les organisations patronales. Ces dernières ont fini par accepter la proposition de Klaus Zwickel comme point de départ des négociations, tout en mobilisant un certain nombre de politiciens de droite pour multiplier les propositions visant à démanteler le système d'assurance sociale et introduire un système salarial totalement indépendant des conventions collectives.

L'unanimité autour du « pacte pour l'emploi » a mis les minorités syndicales combattives dans une situation difficile.

Pour comprendre la dynamique déclenchée par ce processus, il faut reparler des négociations menées sous le sceau du « pacte pour l'emploi » : au niveau de l'IG Metall avec les associations patronales de la métallurgie et le gouvernement, au niveau du DGB avec les représentants patronaux et gouvernementaux et enfin au niveau des autres secteurs comme les chemins de fer.

► Pour la métallurgie, dès les premières négociations, la notion « d'embauches garanties » a cédé la place à un projet de « commissions paritaires d'experts » qui auraient comme tâche de calculer combien d'emplois une réduction des revendications salariales permettrait de sauvegarder. Toute allusion aux jeunes et à la formation professionnelle avait été abandonnée en cours de route. Le 18 janvier, lors du deuxième round des négociations, la question des heures supplé-

mentaires a été abordée : l'IG, Metall a proposé la compensation en temps libre dès la première heure supplémentaire (aujourd'hui, la compensation est faite après la 16e heure par mois). Le patronat, quant à lui, était incapable de proposer un compromis concret, c'est pourquoi les négociations continueront au niveau régional. L'IG, Metall a d'ores et déjà annoncé qu'il était prêt à faire des concessions.

► Le 23 janvier 1996, au deuxième round des négociations tripartites (DGB, patronat, gouvernement), un document intitulé « pacte pour l'emploi et pour la préservation du lieu de production en Allemagne » fut adopté. Ce document déclare vouloir atteindre l'objectif d'une réduction de 50 % du chômage ou de créer 2 millions d'emplois nouveaux d'ici l'an 2 000. Les moyens pour y parvenir soit restent vagues, soit s'intègrent dans la logique néolibérale du gouvernement Kohl. Le DGB avait soutenu la mesure du gouvernement de réduire les dépenses pour les allocations chômage de 3 %. La direction de la fédération syndicale justifie sa position par le fait que le gouvernement comptait imposer une réduction de l'ordre de 5 %. Cette concession a suscité la jubilation du ministre du travail, Norbert Blum (CDU) qui a déclaré devant les médias : « Pour la première fois, il a été possible de réduire un acquis social avec le consentement direct des partenaires sociaux ».

► Les négociations menées sous l'égide du « pacte pour l'emploi » dans le secteur des chemins de fer (société publique en voie de privatisation) ont abouti à un accord portant sur la suppression de 10 000 emplois (le projet initial était de 20 000 emplois). Cela n'empêche pas la direction syndicale de se vanter de son exploit. Par ailleurs, le ministre des Transports, Matthias Wissman et le PDG de la société des Chemins de fer, Heinz Duerr, ont déclaré que cet accord ne devra ni coûter et ne changera rien à la nécessité d'une rationalisation radicale de l'entreprise.

Le dernier accord spectaculaire, au niveau fédéral, conclu dans le cadre du « pacte pour l'emploi », porte sur les pensions. Conformément à cet accord, les travailleurs qui choisiront la formule « moitié travail-moitié pension » subiront une perte salariale de 30 % et une perte de 10 % de la retraite. Néanmoins, l'effet de ces sacrifices sur le marché de travail n'est guère garanti.

La logique de concessions, sans obtenir des gains substantiels en échange, ne pourra que renforcer considérablement la crise du syndicalisme, la résignation et le désarroi idéologique face à l'offensive néolibérale. Il est impératif aujourd'hui de critiquer toute collaboration ou démantèlement des acquis sociaux. Il faut construire un nouveau rapport de forces pour négocier. Le point de départ des luttes doit être les 30 heures sans perte de salaire, décision adoptée lors du congrès de l'IG Metall. Il est nécessaire d'obtenir non seulement un pacte pour l'emploi mais également un pacte pour une production et un développement basés sur les besoins sociaux en tenant compte des critères écologiques. Un pacte incluant les syndicats et tous les mouvements sociaux et progressistes, un pacte dirigé contre le grand capital et son gouvernement.



Brésil

Où va le PT ?

Entretien avec João Machado

Propos recueillis par Sonia Leith

Inprecor : Peux-tu nous décrire la situation économique au Brésil depuis l'application du plan Real (note) et l'arrivée au pouvoir du nouveau président Fernando Henrique Cardoso ?

João Machado : Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle monnaie, le Real, en juillet 1994, le Brésil a connu deux phases. Initialement à partir de juillet et jusqu'aux premiers mois de 1995, la réforme qui bénéficiait du soutien de la population, a permis une croissance économique ainsi qu'une certaine récupération du pouvoir d'achat surtout pour les salaires les plus bas.

La grande ouverture du pays aux importations, stipulée par la réforme, a entraîné une chute des exportations. Le plan Real comptait financer le déficit de la balance commerciale par le biais de nouveaux capitaux étrangers, à l'instar du Mexique, de l'Argentine et d'autres pays d'Amérique latine. Toutefois la crise financière mexicaine a limité l'afflux de ces capitaux ce qui a poussé le gouvernement à adopter des mesures pour ralentir la croissance. Ainsi, le taux de change a été très peu modifié et la monnaie nationale, le Real, est restée sur-valorisée. Cette option a conduit à la deuxième phase : une récession très forte à partir du deuxième trimestre de 1995 accompagnée d'une perte du pouvoir d'achat.

Au moment où, justement, l'économie est entrée en récession, le gouvernement a annulé toute garantie de salaire, introduisant ainsi, d'une manière cynique, la libre négociation. Dans un contexte de récession, de perte de pouvoir d'achat et de croissance du chômage, les travailleurs n'ont guère les moyens d'y faire face. Signalons par ailleurs, que la réforme, dans sa première phase, a encouragé les crédits, c'est pourquoi la population et les entreprises qui se sont endettés se trouvent aujourd'hui obligés de rembourser leurs dettes avec des taux d'intérêts très élevés. Par conséquent la faillite guette aujourd'hui plusieurs de ces entreprises.

Tous ces problèmes ressentis par la population ne remettent pas en cause son adhésion et son soutien à la politique du gouvernement, ce dernier présentant la récession comme un mal nécessaire pour en finir avec l'inflation.

● **Certains journaux occidentaux ont présenté la fin du conflit des travailleurs du secteur du pétrole de juin 1995 au Brésil comme une défaite historique du mouvement ouvrier comparable à celle infligée par Thatcher aux mineurs en Grande Bretagne en 1986. Qu'en penses-tu et quelle est aujourd'hui la situation du mouvement ouvrier et du mouvement social en général ?**

Dans les derniers mois de 1994, il y a eu plusieurs mobilisations impulsées par les syndicats pour revendiquer des augmentations de salaires et la récupération du pouvoir d'achat. Ces mobilisations ont eu en général un succès réel, dans la mesure où les entreprises ont préféré, dans un contexte de croissance économique, éviter les grèves et satisfaire les revendications. A partir du deuxième trimestre de 1995 la situation s'est complètement inversée. Les succès des mobilisations des salariés urbains sont devenus plus difficiles et de ce fait le mouvement ouvrier s'est trouvé dans une situation très défensive. Une des illustrations les plus importantes fut, justement, la grève des travailleurs du secteur du pétrole pour exiger le respect d'un accord signé par l'ex-président à la fin de l'année 1994. Cette grève a essuyé une défaite majeure mais sans commune mesure avec celle des mineurs britanniques. Cela s'explique par deux raisons : d'abord, cette défaite ne fut pas complète en ce sens que les travailleurs ont réussi à arracher quelques compensations même si elles n'ont pas été accordées au moment de l'arrêt de la grève. C'est pourquoi il n'y a pas eu de démoralisation ni dans le syndicat, et ni dans le secteur. La deuxième raison qui est beaucoup plus opérante, réside dans le fait que le secteur du pétrole au Brésil n'a pas du tout l'importance du secteur des mines en Grande Bretagne. En effet les travailleurs du secteur pétrolier ne constituent pas la colonne vertébrale de la classe ouvrière au Brésil.

Toutefois, cette grève sans être comparable à la défaite historique des travailleurs britanniques, reflète bien la situation défensive du mouvement ouvrier. Le seul mouvement populaire qui depuis quelques mois prend l'offensive est celui des paysans sans terre. Force est de constater que le chômage rend plus difficile les luttes urbaines des salariés et en revanche plus facile la lutte pour l'occupation des terres. Pour beaucoup de travailleurs en chômage, obligés de chercher des alternatives en dehors des villes, la terre demeure ce qui est le plus accessible.

Les victoires enregistrées par ce mouvement, très organisé, mobilisant des gens très pauvres et bénéficiant du soutien de toute la population, ont eu un effet d'entraînement.

Contrairement à l'affirmation selon laquelle le morcellement de la terre entraîne une chute de la production agricole, la production des grandes fermes récupérées par le mouvement des paysans sans terre a enregistré une nette augmentation en raison de leur précédente sous-exploitation par les anciens propriétaires.

● **Quel est le rôle joué par le PT dans ce mouvement ?**

La plupart des animateurs et des dirigeants de ce mouvement sont des militants du PT. Cela ne veut pas dire que le PT en

★ BRESIL

tant que parti est à la direction du mouvement. Le PT n'est, certes, pas derrière les initiatives prises par ce dernier mais il se mobilise d'une façon effective pour soutenir les occupations de terres. Les députés du PT ont souvent joué le rôle de médiateur avec les gouvernements fédéraux en essayant d'augmenter la pression sur eux.

● Dans quelle situation se trouve aujourd'hui le PT après la défaite de Lula et la tenue de sa 10^e conférence (congrès) ?

Il faut saisir la signification de la candidature de Lula pour tous les militants du PT. Depuis 1989, cette candidature représentait un résumé des stratégies des différents courants du parti. Tout le monde considérait que Lula avait une chance effective d'être élu. Les plus modérés pensaient qu'un gouvernement Lula opérerait des changements limités mais réels en faveur du peuple. D'autres, plus à gauche, pensaient qu'une victoire de Lula ouvrirait la porte à un processus de mobilisations et de luttes populaires en opposition à la bourgeoisie et aux classes possédantes en général. Ainsi, tout en ayant des perspectives différentes, tout le monde comptait sur la victoire de Lula comme une donnée centrale dans le processus de transformation sociale au Brésil.

Aujourd'hui la révision de cette démarche s'impose. Cela ne veut pas dire que l'élection de Lula est devenue impossible mais les dernières élections de 1994 ont montré très concrètement les ressources dont dispose la bourgeoisie, sa capacité à conquérir le soutien de larges couches moyennes et à s'appuyer très intelligemment sur les ressources de l'appareil de l'État.

Il est clair qu'une victoire de Lula (ou d'un autre candidat du PT) ne sera pas facile, elle exigera une mobilisation populaire et sociale très large, dépassant même ce qu'on avait connu en 1989. Par conséquent, il faut aujourd'hui penser à nos tâches sans trop compter sur une éventuelle victoire de Lula. Tout cela signifie que d'une certaine façon il existe aujourd'hui un vide stratégique au sein du PT et qu'il faut rediscuter des perspectives. Malheureusement, la discussion lors de la 10^e rencontre nationale tenue en 1995, n'a pas porté sur des questions stratégiques. On a discuté du caractère du gouvernement Fernando Henrique Cardoso, de la tactique du parti dans la nouvelle conjoncture et des questions d'organisation du parti. La discussion sur le caractère du gouvernement et la tactique a été sans grande surprise, la position qui s'est dégagée considère que le gouvernement Fernando Henrique Cardoso est un gouvernement foncièrement néolibéral. Soulignons que certains secteurs du PT ont cru que Cardoso, épaulé par son parti, le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB), allait entreprendre une politique sociale. Le bilan d'une année de pouvoir a complètement démenti cette analyse.

Cela a rendu plus facile un accord général sur cette question-clé et a facilité la définition de la position du parti, à savoir une opposition très ferme et intransigeante vis-à-vis du gouvernement et de ses propositions de réforme.

Par contre la discussion sur le caractère du parti et les mesures à adopter pour renforcer son organisation et son poids social et électoral a suscité beaucoup de polémiques. Le débat sous-jacent sur cette série de questions était en effet d'ordre stratégique. La majorité s'est accordée sur la nécessité de maintenir une opposition très ferme vis-à-vis du gouvernement, d'essayer de proposer une alternative stratégique sur toutes les questions-clés et de continuer à penser le parti surtout comme un instrument électoral et institutionnel. Il est vrai que l'engagement du PT dans le mouvement social ne suscite

aucune opposition interne mais pour un large secteur du parti, la tâche principale demeure la préparation des prochaines élections.

Le dernier congrès a connu un changement de majorité suite au ralliement d'une partie de l'ancienne majorité de gauche au courant de centre-droit. Ainsi, il existe un nouveau bloc majoritaire à la direction. Quant à la nouvelle minorité, elle est composée des courants qui ont eu une position plus à gauche lors du dernier congrès, surtout à travers les débats sur les priorités de construction du parti.

● Où se situe la Confédération unitaire des travailleurs (CUT) dans tous ces débats ?

La CUT est une centrale syndicale dont 90 % de sa direction est composée de militants du PT, le reste est constitué de militants proches du Parti communiste du Brésil (PC do B, ex-albanais) et du Parti socialiste des travailleurs unifiés (PSTU, courant moréniste) qui a quitté le PT en 1982. La CUT subit de plein fouet la situation défensive dans laquelle se trouve le mouvement des salariés urbains. Cela favorise l'adoption de quelques initiatives maladroites. Deux exemples typiques illustrent ce que je viens de dire.

Le premier : en partant du souci légitime de vouloir se présenter comme une centrale syndicale « constructive » ne se contentant pas de rejeter les propositions de l'État, la direction de la CUT est allée trop loin en acceptant de présenter un projet commun avec la Fédération des patrons de l'État de São Paulo (FIST) sur la réforme des retraites. Cette position, conçue surtout comme une opération médiatique, n'a pas suscité l'intérêt de la base de la CUT mais en revanche a créé une certaine confusion en son sein.

L'autre exemple concerne la discussion sur la réforme de la Sécurité sociale. Le gouvernement a pris l'initiative de présenter une proposition de réforme qui, sans éliminer la sécurité sociale comme se fut le cas au Chili, prônait la diminution des dépenses publiques et le durcissement des exigences pour la retraite, etc. La proposition initiale du gouvernement avait été très mal perçue par la société, par la presse et même par la majorité des députés favorables au gouvernement. C'est pourquoi ce dernier a fait machine arrière en cherchant à négocier. La CUT a accepté de participer à une discussion avec d'autres centrales syndicales de droite qui n'ont aucune implantation sociale significative. Au cours de la négociation, la CUT a insisté, dans un premier temps, sur les thèses avancées par le mouvement syndical et les députés de gauche. Mais, compte tenu du recul du gouvernement le président de la CUT a cru bon défendre l'idée d'un accord qui permettrait,



Em Tempo, organe de Démocratie socialiste (Section brésilienne de la Quatrième internationale).

encore une fois, de consacrer l'image « constructive » de la CUT. Au cours de ces négociations, le président de la CUT, Vicentinho, soutenu par la majorité de la direction, a eu beaucoup d'illusions quant à la possibilité de trouver un accord acceptable conciliant les intérêts populaires et les propositions gouvernementales. De plus il a démontré une tendance très dangereuse à sacrifier les intérêts de l'ensemble des travailleurs et surtout ceux du secteur « informel » au bénéfice du secteur « formel » qui constitue la base de la CUT et du PT. C'est le sens de l'acceptation de ne plus chiffrer la retraite à partir du temps de travail, mais à partir du temps de contribution à la Sécurité sociale. Sur cette question, il faut dire que la majorité de la direction du PT, y compris presque tous ses députés, a eu une position correcte.

Malgré ces initiatives maladroites la CUT reste un syndicat combatif qui continue à défendre les intérêts essentiels de la classe.

● **Quelles sont les répercussions de cette situation sur notre courant Démocratie socialiste (section brésilienne de la Quatrième internationale) ?**

Démocratie socialiste est un courant qui, depuis le début de la formation du PT, a considéré que la consolidation d'un parti des travailleurs dans une perspective d'indépendance de classe et de construction d'un parti révolutionnaire est la tâche centrale des marxistes et des révolutionnaires au Brésil. Entre 1993 et 1995, quand la gauche était majoritaire à la direction du PT, notre courant en faisait partie. Aujourd'hui et depuis le dernier congrès, Démocratie socialiste fait partie d'un bloc de plusieurs courants de gauche qui se présente comme alternative à l'actuelle direction.

Le renforcement du caractère institutionnel et électoral du PT a poussé notre courant à rediscuter de la validité de notre démarche précédente quant à la nature de ce parti et à son rôle clé dans la perspective de construction d'un parti révolutionnaire. Lors de notre conférence fin 1995, nous sommes arrivés d'une façon assez consensuelle à revigorer la démarche que nous avons eue vis-à-vis du PT jusqu'à maintenant. Il est vrai que le chemin vers un parti révolutionnaire paraît aujourd'hui plus long et qu'il existe également des pressions dans le sens d'une adaptation à la logique électorale et institutionnelle au sein du PT, néanmoins ce parti reste toujours le cadre qui représente les intérêts essentiels de la classe ouvrière et des couches populaires au Brésil.

Le PT à plusieurs reprises a soutenu des mouvements et des mobilisations sans en être l'initiateur. Cela ne l'a pas empêché d'organiser quelques campagnes importantes au niveau national. Le dernier congrès du PT a décidé d'organiser une campagne contre le chômage et une campagne pour la récupération des salaires (surtout le salaire minimum garanti qui est maintenant de 100 dollars). Le congrès a également défini comme priorité le soutien au mouvement des travailleurs sans terre. Toujours est-il que le PT ne s'est pas donné jusqu'à maintenant les moyens de mener à bien ces différentes campagnes. Cela s'explique entre autres par la situation générale du mouvement ouvrier et de la CUT.

Assurément, le PT ne constitue pas le meilleur instrument que les travailleurs brésiliens pourraient se donner, mais en revanche il est impossible aujourd'hui de se doter d'un instrument plus utile que lui. L'expérience du courant moréniste qui a quitté le PT en 1992 confirme l'existence d'un certain espace dans le sens où ce courant se maintient toujours même s'il s'est affaibli. L'espace pour la construction d'un parti révolutionnaire à l'extérieur du PT existe mais il est beaucoup plus étroit que celui offert en son sein. Il y a des secteurs de l'avant-garde des travailleurs qui sont déçus par le caractère institutionnel du PT mais la majorité de l'avant-garde ouvrière et populaire au Brésil continue à s'identifier à lui. Aussi bien les

dirigeants du mouvement des travailleurs sans terre que de la grève du secteur du pétrole sont-ils des militants du PT.

Notre courant pense qu'il est nécessaire de continuer à construire le PT, tout en essayant de mener des débats stratégiques et d'exprimer des positions propres à notre courant. Il faut renforcer la gauche en essayant de maintenir son unité dans la perspective de développer le côté militant actif et la position du PT comme opposition ferme et une alternative stratégique au gouvernement. La nouvelle majorité du PT est assez fermement opposée au gouvernement, néanmoins elle est assez hétérogène : Démocratie radical, son courant le plus modéré, avait auparavant cherché à collaborer avec le gouvernement en arguant que le parti de Fernando Henrique Cardoso est un allié stratégique du PT pour la formation d'un bloc de centre gauche, Démocratie radical a choisi lors du dernier congrès de se taire sur cette question.

● **Quelles sont les propositions concrètes avancées par notre courant pour faire face à la dérive institutionnelle du PT ?**

Il faut, comme je viens de le dire, renforcer la dimension militante du parti et nous ne sommes pas les seuls à le penser, ce souci est partagé par d'autres secteurs de la majorité. Nous ne croyons pas que la solution réside dans une réduction de la participation électorale du PT, cela n'a aucun sens au Brésil.

Je pense que, lors des prochaines élections municipales de 1996, le PT sera en mesure d'adopter une plate-forme combative et claire, néanmoins le seul problème qui risque de se poser sera la question des alliances. En effet, certains secteurs de la majorité du PT cherchent à conclure des alliances non seulement avec la gauche et le Parti démocratique travailliste de Lionel Brizola (PDT, centre gauche populiste), mais également avec le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB, parti issu du MDB qui représentait l'opposition légale pendant la dictature militaire) et certains secteurs du PSDB de Fernando Henrique Cardoso. Nous croyons pour notre part que le PT a intérêt à faire des alliances avec la gauche et probablement dans certains cas avec le PDT de Brizola.

Il ne s'agit pas pour nous aujourd'hui de réduire notre participation électorale mais de renforcer l'organisation et la combativité de notre parti. Cela est possible, comme le prouve bien l'expérience du parti dans l'État de Rio Grande do Sul. C'est l'un des États où le PT a réalisé les meilleurs scores lors des dernières élections et où Lula a devancé Fernando Henrique Cardoso. C'est également l'État où le PT est le mieux organisé et le plus combatif, où la gauche a la majorité et où notre courant a toujours bénéficié d'une force assez considérable. C'est enfin l'État où le mouvement des paysans sans terre est le plus fort. Rio Grande do Sul montre qu'il n'y a aucune contradiction entre la participation électorale et l'effort pour construire un parti plus actif, plus militant et plus organisé.





*« Me voici,
Je suis ici enfin présent
moi, le chanteur.*

*Réjouissez-vous,
qu'approchent, que se pré-
sentent
ceux qui ont souffrance au
coeur.*

*Moi, j'élève mon chant. »
Poème nahuatl*

*Première déclaration de la Realidad,
contre le néolibéralisme et pour
l'humanité*

Aux peuples du monde :

Frères :

Ces dernières années, le pouvoir de l'argent a présenté sous un nouveau masque son visage criminel. Par-delà les frontières, quelles que soient races et couleurs, le Pouvoir de l'argent humilie les dignités, insulte les honnêtetés, et assassine les espoirs. Bien connu sous le nom de « Néolibéralisme », le crime historique de la concentration des privilèges, des richesses et des impunités démocratise la misère et le désespoir.

Une nouvelle guerre mondiale se livre, mais à présent, contre l'humanité entière. Comme dans toutes les guerres mondiales ce qui est recherché, c'est une nouvelle répartition du monde.

Cette guerre moderne qui assassine et oublie, ils l'appellent « mondialisation ». La nouvelle répartition du monde consiste à concentrer le pouvoir dans le Pouvoir et la misère dans la misère.

La nouvelle répartition du monde exclut les « minorités ». Indiens, jeunes, femmes, homosexuels, lesbiennes, gens de couleur, immigrants, ouvriers, paysans, les majorités qui forment les sous-sols du monde, se présentent pour le pouvoir comme des minorités dont il n'a pas besoin. La nouvelle répartition du monde exclut les majorités.

L'armée moderne du capital financier et des gouvernements corrompus avance et conquiert de la seule manière dont elle est capable : la destruction. La nouvelle répartition du monde détruit

MEXIQUE : DOCUMENT

l'humanité.

La nouvelle répartition du monde n'a lieu que pour l'argent et ses serveurs. Hommes, femmes et machines se confondent, également asservis, aussi peu indispensables. Le mensonge gouverne et se multiplie en moyens et manières.

Un nouveau mensonge nous est offert en guise d'histoire. Le mensonge de la défaite de l'espoir, le mensonge de la défaite de la dignité, le mensonge de la défaite de l'humanité. Le miroir du pouvoir nous offre en contrepoids sur la balance : le mensonge de la victoire du cynisme, le mensonge de la victoire de la servilité, le mensonge de la victoire du néolibéralisme. Au lieu d'humanité, ils nous offrent des indices boursiers, au lieu de dignité, ils nous offrent la mondialisation de la misère, au lieu d'espoir ils nous offrent le vide, au lieu de vie, ils nous offrent l'Internationale de la terreur.

Contre l'Internationale de la terreur que représente le néolibéralisme, nous devons élever l'Internationale de l'espoir. L'unité, par-delà les frontières, les langues, les couleurs, les cultures, les sexes, les stratégies et les pensées, de tous ceux qui préfèrent l'humanité vivante.

L'Internationale de l'espoir. Pas la bureaucratie de l'espoir, pas l'image inversée et, par là-même, semblable à celle qui nous anéantit. Pas le Pouvoir sous un signe ou un habillage nouveau. Mais un souffle, le souffle de la dignité. Mais une fleur, la fleur de l'espoir. Mais un chant, le chant de la vie.

La dignité est cette Patrie sans nationalité, cet arc-en-ciel qui est aussi un pont, ce murmure du cœur quel que soit le sang qui le vit, cette irrévérence rebelle qui se moque des frontières, des douanes et des guerres.

L'espoir est cette rébellion qui rejette le conformisme et la défaite.

La vie, voilà ce qu'ils nous doivent : le droit de gouverner et de nous gouverner, de penser et d'agir avec une liberté qui ne s'exerce pas sur l'esclavage des autres, le droit de donner et de recevoir ce qui est juste.

Pour tout cela, aux côtés de tous ceux qui, par-delà frontières, races et couleurs, partagent le chant de la vie, la lutte contre la mort, la fleur de l'espoir et le souffle de la dignité...

L'Armée zapatiste de libération nationale parle...

A tous ceux qui luttent pour les valeurs humaines de démocratie, liberté et justice.

A tous ceux qui s'efforcent de résister au crime mondial nommé « Néolibéralisme » et aspirent à ce que l'humanité et l'espoir d'être meilleurs soient synonymes d'avenir.

A tous les individus, groupes, collectifs, mouvements, organisations sociales, citoyennes et politiques, aux syndicats, aux associations de quartiers, aux coopératives, à toutes les gauches possibles et imaginables, ONGs, Groupes de Solidarité avec les luttes des peuples du monde, bandes, tribus, intellectuels, Indiens, étudiants, musiciens, ouvriers, artistes, professeurs, paysans, groupes culturels, mouvements de jeunes, moyens de communication alternatifs, écologistes, lesbiennes, homosexuels, féministes, pacifistes.

A tous les êtres humains sans logis, sans terre, sans travail, sans nourriture, sans soins, sans éducation, sans liberté, sans justice, sans indépendance, sans démocratie, sans paix, sans patrie, sans lendemains.

A tous ceux qui, par-delà couleurs, races et frontières font de l'espoir leur arme et leur emblème. Et les convoque à la :

Première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme,

A réaliser entre avril et août 1996

Sur les cinq continents, selon le programme d'activités suivant :

Premièrement :

Assemblées préparatoires continentales au mois d'avril 1996, qui auront pour sièges :

1- Continent européen : Berlin, (Allemagne).

2- Continent américain : La Realidad, Chiapas, (Mexique).

3- Continent asiatique : Tokyo, (Japon).

4- Continent africain : A définir.

5- Continent océanique : Sydney, (Australie).

N.B. Les sièges des assemblées continentales peuvent changer si les groupes organisateurs le décident.

Deuxièmement :

Rencontre internationale pour l'humanité et contre le néolibéralisme du 27 juillet au 3 août 1996 dans les « Aguascalientes », Chiapas, (Mexique).

Sur les Bases suivantes :

THEMES :

Groupe 1 - Du point de vue économique, comment on vit sous le néolibéralisme, comment on lui résiste, comment on lutte et propositions de lutte contre lui et pour l'humanité.

Groupe 2- Du point de vue politique, comment on vit sous le néolibéralisme, comment on lui résiste, comment on lutte et propositions de lutte contre lui et pour l'humanité.

Groupe 3- Du point de vue social, comment on vit sous le néolibéralisme, comment on lui résiste, comment on lutte et propositions de lutte contre lui et pour l'humanité.

Groupe 4- Du point de vue culturel, comment on vit sous le néolibéralisme, comment on lui résiste, comment on lutte et propositions de lutte contre lui et pour l'humanité.

ORGANISATION :

Les réunions préparatoires en Europe, Asie, Afrique et Océanie seront organisées par les comités de solidarité avec la rébellion zapatiste. Nous appelons les groupes de tous les pays à travailler unis pour l'organisation et la réalisation des assemblées préparatoires.

La rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme qui sera célébrée du 27 juillet au 3 août 1996 au Chiapas, Mexique sera organisée par l'EZLN et par des citoyens et organisations non gouvernementales mexicaines qui seront indiquées le moment venu.

INSCRIPTIONS :

Les inscriptions pour les assemblées préparatoires des 5 continents se feront auprès des comités d'organisation qui se formeront respectivement en Europe, Afrique, Asie, Océanie et Amérique.

Les inscriptions pour la rencontre du Chiapas, Mexique se feront à travers les comités de solidarité avec la rébellion zapatiste, avec le peuple chiapanèque et avec le peuple mexicain, dans leur pays respectifs, et au Mexique à travers la commission d'organisation qui sera indiquée le moment venu.

Note générale et intercontinentale : Tout ce qui n'est pas prévu par cette convocation sera résolu par les comités d'organisation respectifs en ce qui concerne les assemblées continentales préparatoires, et par le comité d'organisation intercontinentale pour la rencontre du Chiapas, Mexique.

FRERES,

L'humanité vit dans chacune de nos poitrines et comme le cœur, elle préfère le côté gauche. Il faut la retrouver, il faut nous retrouver.

Il n'est pas nécessaire de conquérir le monde. Il suffit de le refaire à neuf. Nous. Maintenant.

DEMOCRATIE! LIBERTE! JUSTICE!

Depuis les montagnes du Sud-Est Mexicain

Pour le Comité Clandestin révolutionnaire Indigène-Commandement Général de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale

*Sous-commandant insurgé Marcos
Mexique, Janvier 1996.*



Mexique

Motion de solidarité avec le Mexique

Le Comité exécutif international (CEI), dans le prolongement des activités de solidarité avec l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) et la lutte du peuple mexicain, activités auxquelles nous avons participées, appelle militants et militantes, groupes et sections de notre courant international à redoubler d'effort dans chaque pays ou région où ils sont implantés pour renforcer et coordonner au mieux possibles actions de solidarité.

A ce propos, le CEI propose comme ligne d'orientation pour notre travail ce qui suit :

- a) participer de la manière la plus large et le plus unitaire possible, dans la mesure de nos forces, aux instances qui existent dans les différents pays et qui sont déjà engagées dans un travail de solidarité avec l'EZLN.
- b) Promouvoir dans les instances de direction de nos organisations la discussion sur la situation au Mexique ainsi que sur les propositions et la signification de la lutte zapatiste. Ces discussions doivent avoir comme priorité de favoriser notre participation dans le travail de solidarité.
- d) A travers nos organes de presse, faire connaître la situation au Mexique ainsi que les diverses initiatives de solidarité dans les divers pays.

En ce qui concerne la proposition lancée par l'EZLN d'organiser une « première rencontre intercontinentale pour l'humanité et contre le néolibéralisme », qui se tiendra du 27 juillet au 3 août 1996 à Mexico, le CEI décide de :

- a) ratifier la décision du Bureau du secrétariat unifié qui salue l'initiative zapatiste et demander notre participation en tant que courant international à cet événement ;
- b) faire connaître dans nos organisations l'appel lancé par l'EZLN tout en leur recommandant de faire un effort pour envoyer des délégations à la rencontre ;
- c) promouvoir dans les organisations sociales, syndicales, politiques et culturelles où nous travaillons l'appel zapatiste pour la rencontre intercontinentale et, dans la mesure du possible, participer à son organisation ;
- d) appeler nos organisations à s'impliquer directement dans la préparation et la réalisation de la réunion continental qui aura lieu au mois d'avril 1996 à Berlin conformément à ce qui fut proposé par l'EZLN et approuvé par la 5e rencontre européenne des comités de solidarité.

Février 1996



Lecteurs solidaires

Dans bien des pays le prix de notre magazine constitue un obstacle à sa lecture. Pour nombre de prisonniers politiques *Inprecor* est le seul lien avec la réflexion du mouvement ouvrier. Nous avons toujours tenté de répondre à leurs demandes, mais nos difficultés financières nous imposent, malheureusement trop souvent, de limiter le nombre d'exemplaires envoyés à ceux qui en ont le plus besoin. Vous pouvez nous aider à cette tâche. Nous lançons ainsi la campagne «lecteurs solidaires», qui nous permettra, à chaque fois que nous recevrons 150,00 francs, de fournir pendant six mois *Inprecor* à celle où à celui qui, autrement, n'aurait pu le recevoir. Et, si vous le souhaitez, nous informerons la ou le bénéficiaire de votre solidarité.

Nous comptons sur votre aide.



INPRECOR

Revue mensuelle d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Éditée par PECCI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562

Rédaction — Administration : PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France Tél : (33-1) 43 79 29 60 Fax : (33-1) 43 79 29 61 E-Mail : inprecor@igc.apc.org

Gérant et Directeur de publication : Jean Malewski C.P. n° 59117. ISSN 1 0294 - 8516

Imprimé par Rotographie 2, Rue R.Lenoir, 93100 Montreuil

Diffusé dans les librairies par DIF'POP' SARL, 21 ter rue Voltaire, 75011 Paris, France.

Livres du mois

Femmes et partage du travail, sous la direction de Helena Hirata et Danièle Sénotier, Editions Syros, collection Alternatives sociologiques, Paris 1996.

Ce livre est issu d'un colloque qui portait à peu près le même titre, mais avec des guillemets au mot partage, car cette notion est associée en France à une idée de partage du chômage plus qu'autre chose. Quoi qu'il en soit, le projet du livre est autrement radical. Il consiste, comme l'explique Helena Hirata, à combler une importante lacune du débat social, qui consiste à oublier « *le point de vue du travail des femmes* » chaque fois que l'on traite de la question du temps de travail, ou plus généralement des formes d'emploi, et contenu du travail lui-même. Or, il s'agit de toute autre chose que d'un simple « point de vue », dans la mesure où cette différenciation est constitutive de la réduction du travail réellement existante, à travers la montée du temps partiel des femmes. Les seize contributions (dont un tiers sont dus à des hommes) s'attachent à réparer cet oubli, en multipliant les angles d'attaque.

On peut signaler, un peu arbitrairement, l'intérêt particulier des comparaisons internationales, avec le Japon, les Etats-Unis, voire le Tiers Monde. Des éclairages précieux sont donnés à la fois par une mise en perspective de l'histoire des débats sur la réduction du temps de travail, par des études de terrain sur les accords d'entreprise, et enfin, par l'irruption dans le débat du travail domestique. Les apports peut-être les plus stimulants sont en effet ceux qui articulent le partage des tâches domestiques, la montée des services et la division sexuée du travail. Les notions de « servitude » avancée par Dominique Fougeyrollas-Schwebel, ou celle de « corvéabilité » proposée par Béatrice Appay, rendent bien compte de cette convergence des problématiques. Même les articles écrits par des hommes (notamment ceux de Lipietz et de Zarifian) commencent à intégrer cet apport du questionnement féministe qui conduit à examiner le rapport au travail, non seulement dans le cadre du strict rapport salarial, mais en embrassant l'ensemble des rapports sociaux. C'est la bonne méthode pour que la réduction du temps de travail n'apparaisse pas seulement comme un moyen de créer des emplois mais aussi, de manière indissociable, comme un levier vers l'émancipation du travail. Cet ouvrage est donc une lecture utile et recommandée à toutes celles et ceux qui rêvent encore de changer la vie.

Maxime Durand

L'extrême droite contre les femmes, coordonné par Jo De Leeuw et Hedwige Peemans-Poulet, Editions Luc Pire, Bruxelles 1995.

« *Après les singes et juste avant les nègres, nous aurons émancipé les femmes* ». Cette insanité, proférée par un élu du parlement belge, résume à elle seule tout ce que les femmes peuvent redouter de la montée de l'extrême-droite en Europe. Le livre, publié par la Charte 91 et l'Université des Femmes, reprend les actes d'un colloque qui s'est tenu il y a quelques mois à Bruxelles et qui examine les divers aspects de cette question, et d'abord de l'intérieur. L'étude d'Ann Carton sur l'électorat du Vlamms Blok et celle de Fiammetta Venner sur les militantes d'extrême droite en France ont en commun de porter un regard perplexe mais riche d'enseignement sur une situation a priori paradoxale, quand on la rapproche de la prose de l'extrême droite sur les femmes, passée au crible par Hugo Gijssels.

Comment rendre compte de ces positions irrationnelles ? Plusieurs pistes nous sont offertes, qui contribuent à montrer la complexité de la situation. Jo De Leeuw revient aux sources, en détaillant les ressorts de l'idéologie fasciste. Colette Guillamin traque les méfaits du naturalisme, « religion ordinaire » d'une gauche ignorant le point de vue des femmes, tandis que Magda Michielsens cherche à montrer qu'un différentialisme, fondée au contraire sur une approche culturaliste, peut s'opposer à l'idéologie traditionaliste de l'extrême droite.

Les autres déterminations, sans doute mieux connues, peuvent prendre leur place dans le diagnostic. Bérengère Marques-Pereira montre le glissement constant qui mène du nationalisme à l'anti-féminisme, Michel Husson dresse le décor de crise économique et sociale. Enfin Hedwige Peemans-Poulet examine en détail les réformes fiscales et sociales qui, en Belgique, ont contribué, sur fond de crise, à cultiver l'idéologie familialiste qui cherche à convaincre les femmes de rester au foyer.

L'ensemble manque peut-être d'une articulation plus cohérente mais à cependant le grand avantage de décliner de manière à peu près exhaustive les différentes facettes d'un problème que le mouvement social contribuera sans doute à éclairer, tout en marquant un point d'arrêt salubre à la progression des idéologies réactionnaires en Europe.

M.D.

Allemagne

L'affaire Günther Dahlhoff

La mort dans l'âme, le ministre allemand des Affaires étrangères, Klaus Kinkel, a révoqué l'ambassadeur à Port-au-Prince, Günther Dahlhoff, afin d'éviter un scandale. Lors de leur visite en Haïti, au mois de novembre 1995, l'attitude de Dahlhoff avait écœuré plusieurs membres d'une délégation de la commission de coopération économique du Bundestag (parlement allemand).

Cette délégation s'est également rendue en République dominicaine et au Mexique. De retour en Allemagne, Winfried Wolf, l'un de ses membres, fit part de ses expériences. Il écrivit un article sur la visite en Haïti, qui parut au mois de janvier dans des publications de la gauche socialiste et radicale : le bimensuel SOZ (dont Wolf est l'un des rédacteurs), le mensuel Konkret, et le quotidien Junge Welt. Winfried Wolf est membre de l'organisation d'extrême-gauche VSP (Association pour une politique socialiste) et a été élu député sur la liste du PDS (Parti pour un socialisme démocratique). Une traduction de l'article fut envoyée au gouvernement haïtien. Wolf y décrit notamment l'arrogance envers les Haïtiens dont avait fait preuve Dahlhoff en présence des députés allemands. Ce dernier leur avait expliqué la pauvreté du pays par sa « surpopulation », et cette surpopulation par le fait que « la femme haïtienne veut toujours et que l'homme haïtien peut toujours ». Les députés rencontrèrent le président Aristide alors qu'Haïti était en plein débat sur les privatisations et subissait d'énormes pressions de la part de Washington à ce sujet. En outre, la semaine précédente, un député, par ailleurs cousin du président Aristide, avait été assassiné. L'ambassade des Etats-Unis avait caché aux autorités haïtiennes qu'elle était au courant de l'existence d'un complot visant des hommes politiques. Et lors des funérailles de son cousin, le président rappela avec force devant les diplomates présents que lui seul était chef de l'Etat haïtien. C'est dans ce contexte délicat qu'au cours de sa rencontre avec les parlementaires allemands, le président Aristide parla de la misère et des souffrances de son peuple. Dahlhoff eut alors le culot de lui demander quel était son avis sur les privatisations. Pendant son entrevue avec le ministre de l'Economie, il se montra encore plus insistant, obligeant Winfried Wolf à avouer sa honte et à déclarer que la délégation n'était pas venue en Haïti pour réclamer des privatisations.

Le 19 janvier, le PDS posa une question au sujet de Dahlhoff au Bundestag. Lorsque la grande presse, qu'était concentrée presque uniquement sur les propos sexistes de Dahlhoff, se mit à parler de plus en plus de cette affaire, Klaus Kinkel convoqua l'ambassadeur, et le révoqua pour

« propos racistes et sexistes ». Cette affaire connaît maintenant de nouveaux rebondissements. Le 31 janvier, dans une commission du Bundestag, Kinkel, qui fut autrefois le patron du service de renseignements allemand BND, tint à l'égard de Wolf des propos très violents. Trois membres de la commission les ont qualifiés de « menaces sans équivoque ». Plusieurs journaux s'en sont fait l'écho.

Etats-Unis

Une marche pour les droits des femmes

En réponse aux attaques à l'encontre des dispositions de « l'affirmative action » (discrimination positive) en Californie, l'Organisation nationale des femmes (National Organization for Women, NOW) a pris l'initiative d'appeler à une marche nationale de lutte pour les droits, le 14 avril 1996 à San Francisco.

Le but de la marche est d'exiger la non remise en cause des dispositions relatives à la « discrimination positive » et d'organiser une large mobilisation sur les objectifs féministes et progressistes. Il s'agit d'une mobilisation pour la justice économique (la fin de la « guerre contre les femmes pauvres », contre la remise en cause de la sécurité sociale des mères célibataires, etc.), pour le droit de choisir, contre le racisme, pour un soutien aux droits des lesbiennes, des gays et des bisexuels et pour refuser la violence à l'égard des femmes.

L'action du 14 avril inaugurerait une nouvelle opportunité pour la construction d'une large alliance entre le mouvement des femmes (qui reste majoritairement blanc) et le mouvement des droits civils pour les Afro-américains et les communautés de couleurs. Par ailleurs, cette marche devrait renforcer NOW, les syndicats et le mouvement des lesbiennes et des gays. L'appel a déjà reçu le soutien de plusieurs associations telles que Rainbow Coalition (Coalition Arc-en-ciel, de Jesse Jackson), le Mouvement américano-indien (AIM), le National Welfare Rights Union (Coalition nationale pour la généralisation de la sécurité sociale), l'Association nationale pour le progrès des gens de couleurs en Californie (NAACP) et plusieurs sections de la Confédération syndicale unifiée (AFL-CIO) dans plusieurs États. Dans une récente lettre adressée aux centaines d'organisations qui ont demandé à participer à la marche, la présidente de NOW, Patricia Ireland a expliqué le sens de cette manifestation : « Cette marche démontrera que le féminisme aujourd'hui se bat pour le retour aux valeurs communautaires, pour une politique qui favorise les besoins de la majorité des gens au-delà des profits corporatistes et du bien-être d'une minorité. Tout le monde doit comprendre que les politiques de division et de diversion de l'aile droite ne font que trahir notre pays et notre futur ». ★

Nouvelles du Monde